

espace de

Libertés

MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE | OCTOBRE 2010 | N°390

Editrice responsable: Eliane Depraet - CP 236 Campus de la Plaine ULB - Av. Arnaud Fraiteur 1050 Bruxelles - Bureau de dépôt: Bruxelles X - P 204036 - Mensuel, ne paraît pas en août.

Moins de pauvreté, plus de solidarité

***American Tragedy:
un entretien avec Guy Haarscher***

ISBN 5414306206816

0 3 9 0 0



5 414306 206816

DOSSIER

Moins de pauvreté,
plus de solidarité

- 5** Le chemin de la liberté — L'entretien de Jean Sloover avec Jacques Généreux
8 «Moins de biens, plus de liens!» — L'entretien d'Isabelle Philippon avec Philippe Defeyt
10 Une médecine à trois vitesses sociales... — Frédéric Soumois
12 Familles monoparentales: une extrême fragilité — L'entretien de Martine Vandemeulebroucke avec Hedwige Peemans-Poullet
14 Gravier les sentiers pentus de l'alternative — Jean Cornil
16 La solidarité, idéal d'universalisation de la protection sociale — Florence Evrard

ÉDITORIAL

- 3** Oser la démocratie — Pierre Galand

19 BRÈVES

ENTRETIENS

- 20** *American Tragedy* — L'entretien de Pascal Martin avec Guy Haarscher

RÉFLEXIONS

- 22** La diversité est-elle un plus? — Alexis Doutain
24 L'icône du grand Charles — Michel Grodent
25 L'islam à Bruxelles: quelle démocratie? — Patrice Darteville
26 Oser un réformisme radical — Olivier Starquit
27 Quand un ami s'en va — Jean-Luc Porquet

CULTURE

- 28** Le Grand-Hornu fête son bicentenaire — Ben Durant
30 Les mondes arabes des Halles — Christian Jade
31 Valentina Terechkova sur la Lune! — Julien Dohet

32 AGENDA

- 35** *COSTIQUE* - LES DESSINS DE COST.

Oser la démocratie

PIERRE GALAND

Président du Centre d'Action Laïque

La situation politique que vit la Belgique vous interpelle? Vous n'êtes pas le-la seul-e. Nous ne comptons plus les appels que nous lançent nombre de personnes —laïques ou non— à réagir aux menaces qui pèsent sur notre démocratie. À une instabilité politique qui tend à remettre en cause la voix des électeurs, s'ajoute l'impunité auto-proclamée d'une Église confrontée à des agissements criminels et qui n'entend pas se soumettre à la justice de l'État de droit. Vivons-nous un retour vers le passé? La question n'est pas inutile à poser et le parallèle entre le jeu politique de la N-VA et les contorsions du clergé pour échapper aux juges, est plus pertinent qu'il n'y paraît. Pour nombre de laïques qui ont une vision démocratique de la société fondée sur les valeurs de «liberté - égalité - fraternité», ce qui se profile derrière Bart De Wever, c'est un projet de type «national ultralibéral». Ce n'est pas un procès d'intention: les signaux inquiétants que lance le clan nationaliste ne manquent pas. Citons par exemple son inféodation à une frange conservatrice du patronat flamand essentiellement issue de la KUL et regroupée dans le groupe de pression «De Warande», ou le fait qu'un «centre de recherche» de cette même université soit une officine de son parti. La façon dont la N-VA s'amuse à torpiller les négociations gouvernementales en jouant la surenchère, l'atermoisement et le revirement systématique, négligeant l'avis des 83% de Belges qui n'ont pas voté pour lui, constitue un déni de démocratie. Un peu comme si le «mouvement flamand» tentait de renouer avec ses racines du VNV et du Verdinaso.

De son côté, l'Église catholique belge a caché ses prêtres pédophiles et refuse aujourd'hui que la démocratie exerce à son endroit l'un de ses pouvoirs régaliens. Comment expliquer autrement l'enterrement de l'enquête menée dans le cadre des protections dont ont bénéficié Roger Van Geluwe et consorts, apparemment —tous les éléments concordent pour le confirmer— avec l'accord du ministère de la Justice? Comment ne pas s'inquiéter de voir une institution aussi importante incapable de se remettre en question et d'admettre la moindre part de responsabilité dans ce qu'il faut bien appeler un délit de «non-assistance à personne en danger», pour ne pas évoquer une «association de malfaiteurs»? Alors qu'une reconnaissance sincère vis-à-vis des victimes n'aurait pu que redorer quelque peu le blason désormais implacablement terni de l'institution religieuse. Le clergé belge se sentirait-il, sous la houlette d'André-Joseph Léonard, revenu aux temps bénis de sa toute-puissante Sainte Inquisition?

Ces deux régressions concomitantes partagent la particularité de s'appuyer sur l'obscurantisme et l'irrationnel. Les revendications flamandes capitalisent sur le vieux sentiment revanchard qui voudrait que les francophones aient exploité leur peuple et vivent aujourd'hui à ses crochets. On sait bien que cela ne correspond à aucune vérité établie. Quant à l'Église, elle s'obstine à nier l'évidence et à se draper dans une dignité d'un autre âge, comme si la Révolution française n'avait jamais existé. Ces faits surviennent à un moment de l'histoire où les gens ordinaires sont secoués, fragilisés dans l'immédiateté de leur vie quotidienne. Une crise économique et financière de l'ampleur de celle que nous connaissons, dans un monde où tout ce qui existe doit avoir une valeur marchande, ébranle profondément ceux qui la subissent et en souffrent sans pouvoir s'y opposer.

Ce que nous redoutons aujourd'hui, c'est l'enclenchement d'une dynamique de délitement toujours plus importante du bien commun, au profit toujours plus grand des cyniques qui ne défendent qu'un intérêt particulier. Une telle situation nourrit la désespérance des forces vives de la nation et fait le lit des religions, des sectes, des politiques extrêmes et du populisme.

Ce que nous proposons, c'est le lancement d'un vaste débat entre les démocrates de ce pays, au-delà des calculs partisans médiocres et mesquins. Assez de revanchisme, de trahison, de calcul, de dissimulation, de double langage. Levons-nous pour la défense d'une société rationnelle fondée sur des valeurs morales —ni marchandes ni politiciennes. Un observatoire de la démocratie, par exemple, serait le lieu où le dialogue pourrait se nouer avec nos amis flamands habités par des valeurs partagées. Et se propager ensuite dans toutes les strates des milieux pour qui le projet démocratique constitue, pour paraphraser un certain Premier ministre en affaires courantes, «une valeur en soi». Au-delà des clivages politiques qui pervertissent le sens du mot «dialogue», soyons prêts et aptes à recréer une conscience citoyenne fondée sur la conscience des acquis. Le CAL, ses associations et ses sympathisants ont un rôle à jouer dans une telle perspective. La séparation des Églises et de l'État implique, pour ce dernier, le devoir d'impartialité. Autant dire que, tant vis-à-vis de l'enquête visant l'Église qu'à l'égard du rôle qu'entend jouer la N-VA, nous sommes loin du compte!

«Ami, entends-tu le bruit sourd du canon dans la plaine?».



Éditrice responsable: Éliane Deproost

Rédaction, administration et publicité

Rédactrice en chef (+ iconographie): Michèle Michiels - Secrétariat de rédaction: Amélie Dogot

Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne

Directeur de la communication CAL: Yves Kengen

Documentation: Anne Cugnon. Maquette: Grab it - Impression: Kliemo

Fondateur: Jean Schouters

ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC)

Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: © Reporters/Nick Hannes.



Abonnement:

11 numéros

Belgique: 20€, Étranger: 32€

par virement au compte

n°210-0624799-74 du CAL.

TVA: BE (0) 409 110 069

Centre d'Action Laïque:

Campus de la Plaine ULB, CP 236,

avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles.

Tél: 02 627 68 68 - Fax: 02 627 68 01

E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Le magazine *Espace de Libertés* est

disponible dans quelques unes des

bonnes librairies de la Communauté

française. Cette liste sera disponible

sous peu sur notre site www.laicite.be

espace de
Libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



MOINS DE PAUVRETÉ, PLUS DE SOLIDARITÉ

Éliminer la pauvreté d'ici 2015, voilà un des objectifs du millénaire pour l'ONU! En cette Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, un constat affligeant pourtant s'impose: une pauvreté, une précarité, une fragilité qui s'aggravent, un écart croissant entre riches et pauvres, en dépit d'une multitude de dispositifs sociaux et de moyens financiers et humains censés inverser les tendances. Aucune société n'a réussi à éliminer la pauvreté, ni même à la réduire durablement. Une «dissociété» est-elle à l'œuvre? Travailleurs pauvres, SDF, chômeurs, pensionnés ou familles monoparentales... En Belgique, 15% de la population vit aujourd'hui en situation de pauvreté; un enfant sur 8 est pauvre, soit le 5^e plus mauvais score de l'Union européenne!

Car comment éviter que le piège se referme définitivement sur les plus vulnérables? Comment, quand on est pauvre, se projeter dans l'avenir? Comment éviter que le manque se transmette de génération en génération? Le manque de travail, d'argent, de logement, de soins de santé... Outre les aumônes discrètement et parcimonieusement distribuées aux mains tendues, que peut-on imaginer d'autre que la charité, paternaliste et pratiquée par les nantis? Et si l'on osait d'autres modèles? Comme la décroissance, qui réinterprète fondamentalement notre vision du monde; comme la solidarité, un mot si précieux et si lourd de sens. Une solidarité pensée, efficace, capable de retisser des liens: une nouvelle trame, plus solide, à une société de plus en plus clivée.

MICHÈLE MICHIELS



- Le chemin de la liberté
- «Moins de biens, plus de liens!»
- Une médecine à trois vitesses sociales...
- Familles monoparentales: une extrême fragilité
- Graver les sentiers pentus de l'alternative
- La solidarité, idéal d'universalisation de la protection sociale

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC JACQUES GÉNÉREUX

LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ

Il n'est plus temps d'être moderne. Il est grand temps d'inventer une nouvelle modernité...

Inutile d'énumérer, une fois de plus, les désastres considérables qui nous entourent: hormis quelques «*has been*» éblouis qui n'ont pas encore saisi que le monde des «*eigh-ties*» ou du bling-bling, déjà, n'existe plus, chacun le sent bien: rien, dans la société, rien sur la planète, ne va plus vraiment droit. Impression générale, crépusculaire de fin de règne, de fin de parcours. Quelque chose, quelque part, va imploser. Ou exploser. Par où la sortie? Certains scrutent les ténèbres. Forts, comme le disait Jaurès, de cet «optimisme vaillant et âpre qui ne dissimule rien de l'effort qui reste à accomplir», ils s'attachent à comprendre ce qui est au principe de la grande régression à l'œuvre. Avec ses essais comme *La dissociété*¹, Jacques Généreux² est de ceux-là...

Jacques Généreux, la «dissociété», c'est quoi?

Jacques Généreux: De manière simple, ce néologisme désigne une dynamique de dissociation des individus et des communautés qui composent la société. De façon plus précise, la «dissociété» est l'une des deux formes inhumaines que peut prendre la société. Elle est inhumaine, cette forme, en ce qu'elle crée une tension, une contradiction entre les aspirations des êtres humains, lesquels ressentent à la fois le besoin d'être eux-mêmes et le besoin d'être avec les autres. Une bonne société est donc une société qui permet à ses membres d'être tour à tour eux-mêmes et tous ensemble. La «dissociété», elle, exacerbe le besoin d'être soi-même; elle réprime le penchant grégaire de l'homme au profit de son penchant narcissique. C'est évidemment une mutilation, tout comme «l'hypersociété», l'autre forme de société inhumaine, laquelle fait l'inverse: organiser, au détriment de l'épanouissement individuel, la fusion des êtres dans le tout social.

En quoi la «dissociété» est-elle, comme vous l'affirmez, une «pathologie profonde qui puise ses sources dans une maladie de la pensée»?

Parce que la conception du rapport entre l'individu et la société que l'on retrouve dans le fond culturel de la modernité est fautive. Lorsque, historiquement, il s'est agi d'arracher l'humanité à la société traditionnelle, à l'Ancien Régime, Machiavel, Descartes, les penseurs des Lumières... ont dû recourir à une image caricaturale de l'individu: celle d'un être totalement indépendant des autres, de la société, du monde. Il s'agit là d'une position de combat compréhensible. Néan-

moins, cette profession de foi militante signe une forme de maladie infantile de la pensée moderne qui va déterminer tout le débat politique jusqu'à aujourd'hui.

Tous de quelque part

Pourquoi cette idée d'un individu autonome est-elle une erreur anthropologique?

Nous ne tombons pas du ciel, nous sommes toujours de quelque part... Nous naissons tous dans une société, dans une culture et notre personnalité se construit en interaction avec cet environnement: la communication, la relation avec les autres, les liens sociaux sont nécessaires pour nous édifier et nous libérer. Bref, la liberté n'est pas le fruit de l'indépendance! Les sciences humaines contemporaines mettent clairement en évidence cette réalité humaine fondamentale, à rebours d'une modernité qui exalte depuis des siècles l'idée d'un individu qui, du point de vue de la pensée, est capable de se définir par lui-même.

Quel rapport y a-t-il entre l'émergence de la «dissociété» et la montée des inégalités, la pauvreté, l'affaiblissement des solidarités, bref: la dualisation de la société?

Ce rapport est trivial: l'inégalité, la pauvreté... sont des symptômes de la «dissociété». La rivalité et la concurrence qu'elle ne cesse d'exacerber, le sacre de l'individu dont elle est la puissante organisatrice, sur quoi débouchent-ils, sinon sur une lutte sans merci d'où le plus fort sort vainqueur, raflant la mise au détriment des autres et entraînant la misère du grand nombre? C'est parce que les solidarités se délitent que l'individu devient moins solidaire ou se replie sur des petits réseaux de solidarités. Le concept de «dissociété» rend compte d'un mécanisme délétère dégénératif qui va au-delà de ses symptômes...

Est-ce un refus grandissant de la solidarité sociale que vous évoquez lorsque vous écrivez «qu'une société consumériste et individualiste n'apprend plus à ses enfants pourquoi et comment transfigurer la frustration du désir personnel en satisfaction d'un impératif moral, ce qui, dites-vous, rouvre ainsi le champ de bataille des pulsions, autrefois clos par la morale laïque ou la religion»?

1 Éditions du Seuil, collection «Points-Essais», 2008, 482 pages. Voir aussi, du même auteur: *Le socialisme néo moderne ou l'avenir de la liberté*, essai publié par le même éditeur en 2009 (395 pages) et qui prolonge les réflexions de Jacques Généreux sur la «dissociété». Sous le titre *La grande régression*, les éditions du Seuil publient ce mois-ci le troisième volet de ce travail.

2 Né en 1956, Jacques Généreux, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), a publié plus d'une vingtaine d'ouvrages. Longtemps militant au Parti socialiste français, il a participé en novembre 2008 à la fondation du Parti de Gauche avec Jean-Luc Mélenchon. Secrétaire national à l'économie de ce parti, il était tête de liste du «Front de gauche» aux dernières élections européennes (région Grand Ouest). <http://genereux.info>.

Non. Ce que j'évoque là, ce n'est pas le refus de la solidarité: ce refus est une des conséquences de la perte d'une éducation morale. De cette nécessité anthropologique de soumettre le souci de sa propre personne à un tiers transcendant. Inculquer à un enfant l'idée qu'il est son propre maître est quelque chose d'épouvantable! Une éducation qui n'apprend pas l'intérêt général, les normes sociales, accouche inévitablement d'un être abandonné, sans repères, sans bornes: sans limites, en effet, chacun est perdu dans un vide où tout se vaut. Or l'éducation est rongée par la permissivité: plus aucune religion laïque, plus aucune inculcation de l'intérêt général n'enseigne aux jeunes qu'il y a une place de l'autre dans la société. Sans repères, ils grandissent dans un tel trouble moral qu'ils cherchent volontiers à remplir ce vide, soit par une forme de fanatisme religieux ou autre, soit par de la violence gratuite. La dimension libertaire du néolibéralisme participe d'un désordre véritablement général...



L'État ne s'est pas effacé: on a augmenté les charges qui pèsent sur le travail et les pauvres afin de pouvoir baisser celles du capital.

Un modèle guerrier

Est-ce en cela que vous regardez le néolibéralisme, non seulement comme une politique socioéconomique, mais aussi comme une politique de manipulation culturelle?

En effet. Les néolibéraux ont bien compris que la société change, certes, en modifiant les conditions matérielles de son existence, mais aussi en opérant des transformations au niveau de sa culture dominante. Ils se sont surtout attachés à changer les choses dans trois domaines. Un, l'idéologie néolibérale a valorisé le modèle du guerrier: l'économie hyperconcurrentielle a besoin d'individus en guerre contre tous les autres. On a donc assisté à un vrai matraquage dans ce sens au niveau des médias et des discours politiques. Deuxième axe de l'offensive idéologique néolibérale: la peur. Ce sentiment est clairement entretenu parce qu'il détourne les individus de ces autres préoccupations bien plus fondamentales que sont la justice, l'égalité, etc.

La guerre, la peur. Quid du troisième volet de la rhétorique néolibérale?

Une authentique manipulation psychique: valoriser le penchant narcissique de l'individu. Elle renvoie à la thématique sur la fin de l'exploitation à l'ancienne: responsabiliser les travailleurs, leur donner plus d'autonomie, individualiser la carrière, etc. Dans une économie à flux tendus, c'est hyper stressant. Mais c'est aussi extrêmement pervers, parce que l'on ne donne pas aux gens les moyens de bien faire et qu'ils ne peuvent donc matériellement pas être à la hauteur de ce que l'on dit attendre d'eux. Voyez tous ces suicides au travail! Répercutés, déclinés par les très puissants médias audiovisuels de masse, ces trois types de manipulations ont exercé une influence culturelle tout à fait considérable.

Vous soutenez que, depuis les années 70, un ensemble de choix politiques discrétionnaires ont mis en place le pouvoir des détenteurs du capital. Selon vous, l'impuissance collective face à cette toute-puissance du capital ne signe donc pas une crise du politique, mais la victoire d'une politique délibérée de l'impuissance publique?

Un grand mythe collectif qui a contaminé tout le monde, y compris les courants alternatifs comme la mouvance altermondialiste, est celui d'une perte de marges de manœuvre du politique par rapport à l'économique. C'est oublier que le libre échange généralisé, la loi du marché, le pouvoir des investisseurs... sont le fruit de choix politiques opérés naguère par les gouvernements d'un Ronald Reagan, d'une Margaret Thatcher, d'un Helmut Kohl. D'orientations politiques prises par l'Union européenne... C'est cela qui a érodé la marge de manœuvre des États, pas l'économie comme telle.

Pourquoi ces choix ont-ils été faits?

Parce que la mise en compétition des États permet l'installation du modèle néolibéral: la concurrence entre les territoires nationaux est une excellente façon de briser les résistances collectives! Ce dont nous souffrons, c'est d'une colonisation du pouvoir politique par une oligarchie politique, économique et financière, par une classe de dirigeants qui a privatisé l'État. L'État ne s'est pas effacé: on a augmenté les charges qui pèsent sur le travail et les pauvres afin de pouvoir baisser les charges sur le capital. Il en va de même du côté des dépenses. En termes de poids global, l'État est toujours aussi fort, aussi interventionniste, mais il est désormais au service des intérêts privés!

Combat ou combine?

Dans le chef des libéraux, des conservateurs, de tels choix sont logiques. Mais pourquoi la gauche a-t-elle souvent participé à la mise en œuvre d'une telle politique? Dans les années 1992/2002, période clef à cet égard, le monde occidental était très largement gouverné par des démocrates sociaux: Bill Clinton, Tony Blair, Lionel Jospin, la social-démocratie allemande...

De fait, toute cette gauche n'a rien fait contre le développement du néolibéralisme, ni du point de vue pratique, ni du point de vue idéologique.

Pourquoi?

À cause d'une névrose. Les jeunes socialistes, la nouvelle génération, viennent des Trente Glorieuses, époque au cours de laquelle il était facile d'être de gauche: le capitalisme était sous tutelle, la croissance, au rendez-vous, etc. Mais avec la crise des années 70 et la vague néolibérale, il est devenu plus difficile de mener des politiques sociales. Face à cette situation nouvelle, la relève socialiste —à l'exception des marxistes qui tentaient de penser les nouvelles formes du capitalisme— était sans grand moyen intellectuel face aux néolibéraux intellectuellement armés jusqu'aux dents avec des gens comme Friedrich von Hayek, etc. Elle s'est donc vite sentie coupable de son incapacité à se montrer à la hauteur de son idéal proclamé. Alors, je pense que pour refouler cette culpabilité, elle a adhéré à l'idéologie de l'adversaire. La jeune génération de socialistes avait besoin de se justifier, de légitimer le fait de ne pas monter au front contre le néolibéralisme. Au combat, elle a préféré la combine...

À la désolidarisation des êtres dans la «dissociété» de compétition généralisée du néolibéralisme et à leur fusion aliénante dans l'«hypersociété» d'un système collectiviste, vous opposez une certaine forme de socialisme basée sur une conception spécifique de l'être humain?

Il s'agit d'un socialisme enraciné dans le socialisme historique. À un moment donné, quelques socialistes, comprenant que le conflit entre l'individu et la société était faux, ont reconnu pleinement le lien entre les deux dimensions comme étant au fondement de la nature humaine. Dès 1830, un homme comme Pierre Leroux³, par exemple, comprend qu'il faut sortir et de l'individualisme absolu et du socialisme absolu au profit d'une interrelation entre les deux. Ces penseurs signent un renversement de la pensée politique moderne: ils comprennent que la vraie question est de savoir comment libérer l'individu, comment l'émanciper par la construction d'une nouvelle société? Comment remplacer les liens étouffants de la société traditionnelle par de nouveaux liens sécurisants. C'est ce que j'appelle la construction sociale de la liberté; c'est là le socle clef du nouveau socialisme.

Vous baptisez effectivement ce socialisme de «néo-moderne»?

J'utilise ce préfixe pour montrer qu'il ne cherche en rien à abolir le dessein de la modernité et des Lumières, l'émancipation individuelle, mais que, au contraire, il veut en accomplir la promesse en dépassant leurs postulats originels, en corrigeant leurs erreurs de pensée et, partant, en mettant un terme aux impasses sur lesquelles ces erreurs ont débouché: le néo-libéralisme et le totalitarisme.

La voie étroite

En quoi ce socialisme «néo-moderne» peut-il refonder la société sur la coopération et la solidarité?

En fait, le socialisme néo-moderne ne poursuit pas cet objectif, car il s'agit de dépasser l'opposition ancienne entre le primat de la liberté individuelle chez les libéraux, et le primat de la coopération et la solidarité chez les socialistes. Le socialisme néo-moderne est une nouvelle émancipation, conçue non plus comme une indépendance illusoire à l'égard d'autrui et de la société, mais comme le renforcement des liens sociaux adéquats: ceux qui étendent pour tous une égale capacité d'épanouissement personnel et de vivre bien tous ensemble.

Comment faire advenir un tel socialisme alors que, comme l'indique les résultats de nombreuses élections au suffrage universel, les opinions publiques, les corps électoraux, les classes populaires, dans de nombreux pays ou régions, virent à droite?

C'est vrai, les forces progressistes, les mouvements alternatifs sont minoritaires. Il est donc peu probable que nous sortions rapidement de la «dissociété». Néanmoins, si les gens ne votent plus à gauche, s'ils votent à droite, c'est parce que les électeurs peuvent avoir le sentiment que, en raison de son désarmement idéologique, il n'y a tout simplement plus de gauche! Pour que les choses bougent, il faut donc une renaissance intellectuelle de la gauche, et un changement du rapport de force interne à la gauche en faveur de ceux qui entendent rompre effectivement avec le capitalisme et le néo-libéralisme. C'est ce à quoi je m'attache. Au-delà de ce piège politique, il y a aussi le climat de peur actuel: la peur fait toujours voter à droite ...

Bref, il y a peu de chances que la situation évolue spontanément?

Le changement est pourtant inévitable: il n'y a plus de grain à moudre, le capitalisme est libre. L'individualisme est déployé au maximum, les marchés sont totalement dérégulés, les dettes publiques sont pyramidales... et la crise, toujours là! Si une nouvelle catastrophe économique devait survenir, il n'y aurait donc plus de moyens publics pour colmater les brèches. Alors, soit il y aurait effondrement avec, à la clef, le risque de voir émerger une nouvelle forme de pouvoir totalitaire. Soit nous opérons une transition démocratique en nous débarrassant de la vieille gauche et en suivant ceux qui tentent une autre voie. Je le reconnais: c'est une voie étroite, mais c'est la seule...

Vous êtes optimiste?

Modérément. D'un côté, ce sursaut est tout à fait incertain, mais d'un autre côté, nous pouvons très facilement inverser le cours des choses: le chemin d'un autre monde peut être ouvert en quelques mois. Le changement, donc, est à la fois facile et improbable. C'est hallucinant! Mais plutôt encourageant, non? ■

3 [1797 – 1871]. Voir article en pp. 16-18.

L'ENTRETIEN D'ISABELLE PHILIPPON AVEC PHILIPPE DEFEYT

«MOINS DE BIENS, PLUS DE LIENS!»

Le système de protection et d'aide sociale ne parvient pas à enrayer le phénomène de la pauvreté et l'augmentation des inégalités. Pour Philippe Defeyt, le président du CPAS de Namur, la responsabilité est collective. Il ne suffit pas d'octroyer le revenu minimum d'intégration ou de procurer un travail aux personnes fragilisées pour les aider de manière durable. Notre conception du travail social doit être repensée en profondeur.

Les experts s'accordent tous sur le sujet: la pauvreté et les inégalités s'accroissent. Pourtant, les dépenses des CPAS et celles de la sécurité sociale sont en augmentation constante, elles aussi. Un peu désespérant comme constat, non?

Philippe Defeyt: Cette situation est, en bonne partie, due au fait que notre système de sécurité sociale n'est plus adapté aux réalités d'aujourd'hui. La protection sociale dont nous bénéficions (sécurité sociale, revenus garantis, tarifs sociaux, services d'aides familiales, etc.) s'est construite dans un monde plus stable et plus lisible. On était ouvrier, ou employé, on changeait peu de boulot, les couples duraient plus longtemps, on déménageait rarement, les revenus étaient connus. Ce monde-là a volé en éclats. La situation socioéconomique de beaucoup de citoyens change fréquemment, en fonction des événements de la vie. Les familles sont de plus en plus «recomposées». Les statuts s'entremêlent souvent, se modifient constamment. Le domicile est de moins en moins «fixe». Notre système de sécurité et de protection sociales n'est pas adapté pour faire face à ces changements constants. Et la façon dont il est organisé génère de nombreuses injustices. Il n'est pas

rare que cohabitent, sur le même palier, deux personnes vivant une situation de vie identique et disposant d'un même niveau de revenus, mais recevant des aides différentes. Si l'une est au CPAS, elle bénéficiera de l'électricité au tarif social, tandis que l'autre, au chômage après avoir perdu son emploi, n'y aura pas droit: c'est totalement injuste. Ce genre d'incohérence provoque bien entendu l'incompréhension et le rejet des bénéficiaires du système de protection sociale, lequel perd de sa légitimité: c'est un phénomène inquiétant pour l'avenir.

Cette perte de légitimité n'encourage-t-elle pas, aussi, la fraude sociale, laquelle aggrave encore la perte de légitimité du système, comme un serpent se mordant la queue?

Bien entendu! Un système qui se révèle parfois scandaleux incite à la fraude. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi, selon

que le minimexé est domicilié dans une commune ou dans une autre, il pourra bénéficier, ou non, de la gratuité des soins?! Ou pourquoi les bénéficiaires d'un logement social peuvent y rester à vie, même lorsque leur situation financière s'est améliorée, alors qu'il y a des centaines de personnes en situation de détresse sur la liste d'attente? Cela dit, la fraude sociale —comme la criminalité en col blanc, ne l'oublions pas— est totalement inacceptable. Les gens de gauche doivent être intraitables sur cette question: l'argent de la sécu et de l'aide sociale est de l'argent public! Les citoyens finissent toujours par avoir connaissance des abus et, si ceux-ci ne sont pas sanctionnés, cela alimente tous les fantasmes et le racisme larvé. Un président de CPAS qui apprend un cas de fraude sociale doit immédiatement arrêter l'aide. Et, en plus, il doit déposer plainte. Trop peu le font. À mes yeux, il s'agit là d'une mauvaise appréhension de ce qu'est une politique progressiste. On a peur, en prenant des sanctions, d'être traité de raciste ou d'infâme *terminator* sans pitié. C'est une erreur, une forme de lâcheté qui sape les fondements mêmes de la sécu et de l'aide sociale. Peu de mes collègues osent parler de la sorte. Ce n'est pas politiquement correct.

Un monde inhumain

Dans le même registre: faut-il aider des gens qui se sont mis eux-mêmes en difficulté, par exemple en perdant tout au jeu ou en ruinant leur avenir dans l'alcool?

Il s'agit là d'une question philosophique centrale, et très délicate. Elle renvoie à une autre question: que doit faire la société pour ses membres? Et pour quels membres? Faut-il écarter les «brebis galeuses»? Pour moi, la réponse est clairement non. Tout individu a droit à la solidarité du groupe, a le droit d'être aidé, même s'il est «responsable» de sa propre déchéance. Tout le monde n'est pas équipé de la même manière pour faire face aux difficultés de la vie. Le monde est devenu inhumain; il faut être fort pour résister. On ne peut pas rejeter ceux qui n'y arrivent pas.

Vous parliez de la «volonté d'intégration»: cette notion signifie-t-elle encore quelque chose alors que le travail manque cruellement?

L'intégration ne passe pas exclusivement par le travail! Sur 100 bénéficiaires du revenu d'intégration, 20 en moyenne vont retrouver du boulot. Les 80 autres n'en retrouveront pas. Soit parce qu'il n'y a pas suffisamment de travail, soit parce qu'ils ne sont pas en situation «mentale», physique ou sociale de pouvoir travailler. Pour 80 % des bénéficiaires, donc, l'insertion par le travail n'est pas une option réaliste. Arrêtons de nous leurrer et de faire croire le contraire. Cela a un côté désespérant, mais c'est ainsi. On ne va pas bien entendu régler le problème en accentuant la chasse aux chômeurs ou aux minimexés: on ne peut pas laisser tomber ces gens. Mais doit-on pour autant considérer que, lorsque la société leur a octroyé le minimum vital, elle en a terminé avec sa responsabilité? Peut-on «classer» le dossier, se résigner et se dire que ces gens n'ont plus rien à apporter à la société? C'est ce qui se passe, la plupart du temps. Et c'est scandaleux. Une maman fragilisée, avec trois enfants en bas-âge et minimexée, dont il serait absurde d'exiger un boulot à temps plein, ne pourrait-elle pas, par exemple, faire les courses d'une personne âgée? Cela n'est pas toujours bien vu non plus, mais je pense que le bénévolat constitue un mécanisme d'insertion sociale parmi d'autres. Il n'y a pas que le travail!

Du lien social

Vous plaidez pour davantage de lien social, alors que la société porte au pinacle la seule valeur marchande et l'accumulation de biens...

Absolument! Davantage que la précarité financière, c'est le manque de lien social, le manque d'accompagnement qui détruisent les gens. Il est de bon ton de dire que «chaque citoyen apporte sa pierre à l'édifice de la société» mais, en réalité, la société n'est absolument pas organisée comme cela. La responsabilité est collective. Beaucoup de gens, notamment dans les milieux dits «de gauche», ont beaucoup de mal à imaginer un autre modèle de protection sociale que celui basé sur l'augmentation des minima sociaux et du nombre de logements sociaux.

À vos yeux, l'augmentation des allocations sociales n'est pas une nécessité?

Je n'ai pas dit cela. Je dis simplement qu'il ne suffit pas de donner du boulot aux gens ou davantage d'argent pour qu'ils s'en sortent. Chaque jour, mon CPAS remet des jeunes au travail. Il n'est pas rare que ces jeunes, manquant d'encadrement affectif et social, dépensent sans compter cet argent nouvellement gagné, pour compenser leur solitude. On les retrouve, quelques mois plus tard, plus endettés que jamais! Et il faut tout recommencer. Augmenter de 25, 50, 100... euros le minimex et les petites pensions? Je suis pour, évidemment! Cela représente au total beaucoup d'argent, mais ce n'est pas infaisable: il s'agit là d'un choix politique. Mais n'imaginons pas un seul instant que cette augmentation va sortir les personnes de la pauvreté de façon durable. Avant d'être financière, la pauvreté est sociale, affective et culturelle. Il est urgent de repenser le travail social dans cette direction-là. Davantage d'argent, oui, c'est bien, mais il



© Jaimie Duplass - Fotolia.com

■ Davantage d'argent, oui, mais il faut surtout davantage de liens.

faut surtout davantage de liens. Il s'agit là d'un travail collectif. Et qu'on ne vienne pas me dire que la «force de frappe» que représente l'ensemble des dispositifs sociaux (sécurité sociale, services sociaux, bourses d'études...) n'a pas les moyens de cette ambition. Les moyens, on les a, même si on en voudrait toujours davantage. C'est, avant tout, une question d'état d'esprit et de conception de l'être humain.

On ne cesse d'en avoir la confirmation: une certaine Flandre rêve de régionaliser au maximum les compétences en matière sociale. Qu'est-ce que cela vous inspire?

Une grande inquiétude. Ce n'est pas le principe, l'idée «intellectuelle» de la chose qui m'inquiète, mais bien le côté pratique. Notre système d'aide et de protection sociales mérite un grand lifting, pour devenir moins inéquitable et plus efficace. Or, pour agir sur le système, il faut se servir simultanément de plusieurs leviers. Il faudrait mieux organiser la circulation de l'information entre le fisc et les organismes de sécurité sociale. Peut-être faudrait-il aussi envisager de supprimer certaines réductions fiscales et les remplacer par une augmentation des allocations? Je n'ai pas la réponse. Je sais juste que si l'on régionalise les allocations sociales, alors que les impôts, eux, restent du ressort du fédéral, on complique les choses. On se coupe de la possibilité d'agir sur le système de manière globale. Le drame, il est là... ■

“ LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIAL PERD-IL DE SA LÉGITIMITÉ? ”

“ LES CITOYENS FINISSENT TOUJOURS PAR AVOIR CONNAISSANCE DES ABUS ET, SI CEUX-CI NE SONT PAS SANCTIONNÉS, CELA ALIMENTE TOUS LES FANTASMES ET LE RACISME LARVÉ. ”

UNE MÉDECINE À TROIS VITESSES SOCIALES...

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Malgré la volonté d'un filet de sécurité sociale le plus égalitaire possible, les inégalités sanitaires se creusent inéluctablement, entraînant reports de soins et dégradation du niveau global de santé. Une situation paradoxale, alors que la médecine se perfectionne toujours davantage.

«Il n'est pas rare aujourd'hui de voir un patient refuser un ou plusieurs médicaments présents sur une ordonnance. Il n'ose pas le dire à son médecin, alors il me présente l'ordonnance et me dit qu'il va prendre l'un ou l'autre médicament plus tard. Je rédige alors un bon séparé de délivrance différé».



© Andrew Gentry - Fotolia.com

La moitié du budget des dépenses de soins de santé est consacrée aux patients de plus de 65 ans.

rée, puisque je dois garder l'ordonnance originale, mais il est très rare que les patients reviennent effectivement chercher le médicament qu'ils n'ont pas pu s'offrir la première fois. Pourtant, il s'agit souvent des médicaments partiellement remboursés, où la quote-part du patient est déjà réduite. Mais c'est devenu trop cher pour certains. Il ne se passe plus une semaine sans que je voie un patient dans cette situation, alors qu'il y a dix ans ce phénomène n'existait tout simplement pas», explique un pharmacien qui pratique dans le centre de Bruxelles, dans un quartier mixte où le loft d'artiste côtoie les «usines à dormir» où s'entassent des familles entières dans quelques mètres carrés.

Pourtant, début août, les statistiques de la Banque nationale montraient que chaque habitant du Royaume, du bébé au centenaire, dispose en moyenne d'une épargne liquide de près de 19 000 euros. Plus impressionnant: chaque famille dispose sur ses comptes d'épargne, d'un bas de laine proche de 60 000 euros. Un chiffre en hausse de 43% depuis octobre 2008! Et ceci n'est que l'épargne mobilière sur carnet d'épargne défiscalisé: elle ne comprend ni les actions ou sicav, ni les bons de caisse (3 600 euros par Belge) ni les assurances-vie et épargnes-pension, ni même l'habitation principale du Belge, champion d'Europe de la propriété face à la location: deux tiers des familles sont propriétaires de leur logement, qui vaut en moyenne 170 000 euros. Et pourtant, c'est un objectif de plus en plus difficile à atteindre: depuis 1975, le prix de vente moyen d'une maison d'habitation a été multiplié par neuf, alors que le niveau général des prix ne s'est accru que d'un facteur trois pendant la même période.

La moitié des soins de santé aux +65

Alors, le Belge, un Crésus qui se montre radin quant il s'agit de sa propre santé? Pas

du tout: car la moyenne statistique cache en fait une terrible disparité et une inégalité croissante dans l'accès aux soins de santé, malgré les politiques de solidarité et de mise en commun de la médecine de pointe développée ces dernières décennies.

Si l'on regarde de plus près la situation globale, les indicateurs s'affolent: le Belge a, en trente ans, quasi doublé la part de ses revenus consacrés à la santé: de 3% à peine en 1980, ce chiffre a bondi à 5%. Pourtant, la norme de croissance du budget des soins de santé a été maintenue depuis plusieurs années à 4,5%, bien au-delà de la crois-

sance du produit national brut, afin de faire face au défi du vieillissement de la population. Mais c'est le revers de la médaille: une médecine davantage perfectionnée, des méthodes opératoires moins invasives, un meilleur contrôle des infections hospitalières et une revalidation plus efficiente épargnent des centaines de vies et améliorent la qualité de ces années supplémentaires volées à la maladie et à la dégénérescence. Mais le paradoxe est que ce résultat, en tant que tel, rend davantage chaque jour plus difficile de le poursuivre, voire simplement de le maintenir, à cause du coût qu'il induit. Il faut dire qu'au-delà du troisième âge de la vie, il faut que la société belge voie en face la réalité d'un quatrième, voire d'un cinquième âge de la vie: près d'un million de personnes auront plus de 80 ans en 2040, soit 9% de la population. Or, déjà aujourd'hui, la moitié du budget des dépenses de soins de santé est consacrée aux patients de plus de 65 ans. Pour ces citoyens, la part de 5% du budget consacré à la santé est bien souvent dépassée. Question de proportion: la pension moyenne en Belgique se monte à 32% seulement du salaire moyen. Une note facile à payer par le travailleur en activité peut ainsi devenir insurmontable... précisément au moment où l'on en a davantage besoin... Selon Marcel D'Hont, président de la commission des pensionnés de la FGTB-Charleroi, la part des dépenses de santé des retraités peut facilement dépasser le tiers des revenus disponibles.

Réflexion en chambre? Pas du tout: une partie très importante des Belges, 5,3 millions de personnes (dont 4 millions via un employeur), est couverte par une assurance complémentaire en soins de santé auprès d'un assureur privé, pour couvrir les frais, toujours en hausse, qui ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale. Ces frais peuvent parfois paraître ressortir du confort (supplément chambre particulière), voire de l'hôtellerie (repas spéciaux, télévision...), mais la réalité est qu'une partie d'entre eux font partie de manière consubstantielle aux soins et qu'en être privé peut affecter directement la santé du patient. Ces assurances encaissent une cotisation qui reste accessible lors de la carrière professionnelle du travailleur, mais pas nécessairement après'.

Une inégalité de revenus croissante

Dans la pratique actuelle, il existe d'ailleurs déjà une discrimination cachée liée à l'âge, puisque, sauf si cela a été convenu en surplus, l'employeur cesse toute cotisation lors de la retraite de ses employés, ce qui oblige alors ceux-ci, soit à payer les primes eux-mêmes, soit à souscrire un nouveau contrat, à un moment où leur profil

de risques s'est considérablement dégradé par rapport à leur jeunesse disparue.

La raison du «report» *sine die* de certains gestes nécessaires pour la bonne santé ne doit pas être cherchée ailleurs que dans cette inégalité forte et grandissante face aux soins: pour certains, il ne s'agit que d'une portion congrue des revenus, chez d'autres, plus d'un tiers... Mais même ce constat d'une médecine à deux vitesses ne recouvre pas l'ensemble de la réalité. Si l'on prend davantage de recul encore, le fossé entre réalité de la santé selon les revenus est plus profond encore. Ainsi n'est-il pas innocent de constater que certains établissements hospitaliers n'acceptent plus que ceux qui sont dotés d'une assurance complémentaire² ou qui versent une avance qui garantisse à l'hôpital d'être effectivement payé pour les soins prodigués. Avec comme conséquence de faire

peser sur le reste des établissements hospitaliers, essentiellement publics, une charge toujours plus lourde, car ceux-ci soignent tous les patients, sans distinction de solvabilité³.

En cause, le fait que les inégalités de revenus se creusent, ainsi que le montrent les chiffres du ministère de l'Économie, sur la base de l'évolution d'un indice qui

mesure précisément l'ampleur de l'écart entre les plus pauvres et les plus riches. L'indicateur utilisé, le «coefficient de Gini», du nom du statisticien italien Corrado Gini, varie de 0 à 1: «0» représente l'égalité parfaite (un revenu identique pour tous); «1» incarne l'inégalité extrême (une seule personne possède la totalité des revenus). La Belgique affichait un coefficient de 0,24 en 1990. Dix-sept ans plus tard, elle dépasse le seuil de 0,31. Les inégalités de revenus ont ainsi augmenté de 27%. Si on s'en tient aux dix dernières années (1997-2007), les inégalités de revenus après impôts ont davantage augmenté à Bruxelles et en Wallonie (+24%) qu'en Flandre.

Des soins postposés ou annulés

Conséquence: une personne sur sept est pauvre, en Belgique, selon le récent bilan du baromètre interfédéral de la pauvreté, qui fixe, pour une personne isolée, la limite à 878€ et à 1 844€ pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants. Mais en Wallonie, le taux de pauvreté frôle les 20%: une personne sur cinq. Et si l'on observe certains groupes socioéconomiques les plus exposés au risque, ces taux bondissent: les retraités (20%) et les plus de 65 ans (23%) en général, les locataires (29%), les chômeurs (34%), les personnes isolées (26%) et en particulier les parents de familles monoparentales (36%).

1 Le leader du marché a déjà tenté une fois d'augmenter substantiellement le montant de cette prime selon l'âge. D'KV avait décidé de procéder à des augmentations de primes de 24% pour les assurés les plus âgés, à moins d'accepter une couverture moins étendue ou une franchise plus élevée. Avec un argument qui ne manque pas de piquant, invoquant des «éléments objectifs, comme l'aggravation du risque lié à l'âge de l'assuré, l'augmentation plus sensible des frais médicaux pour cette catégorie d'assurés», entre autres. Et ne cachant donc guère ses intentions: attirer les «bons risques» lors de leur carrière professionnelle puis augmenter progressivement les primes à mesure que le risque augmente... et que les personnes voient leurs revenus drastiquement diminuer. Jusqu'à ne plus savoir payer la prime... Sur base d'une action intentée par *Test-Achats*, cette hausse discriminatoire a été gommée par le Tribunal de commerce, mais l'assureur est allé en appel et n'a pas dû réintégrer tous les assurés qui avaient résilié leur contrat. Et il est peu probable que les assureurs renoncent à une segmentation plus poussée des contrats: selon Wauthier Robyns, porte-parole de la Fédération des assureurs, «ce jugement ne remet selon nous aucunement en question le principe général selon lequel les assureurs peuvent faire varier le montant des primes en fonction des risques qu'ils doivent assumer».

2 Ou alors, on se fait inscrire sur des listes d'attente dissuasives, mais le résultat est le même.

3 Ainsi, à l'hôpital Saint-Pierre, au centre de Bruxelles, dont le pouvoir organisateur est le Centre public d'aide sociale de la ville, près de 30% des patients sont soit totalement dépourvus de sécurité sociale, soit temporairement en situation d'irrégularité de cotisation, deux situations qui leur ferment les portes d'autres établissements.

Comment alors s'étonner des conséquences pratiques, illustrées par une enquête des Mutualités chrétiennes auprès de 6 000 de leurs membres? Parmi les quatre ménages sur dix confrontés à des problèmes chroniques de santé, un tiers connaissent des difficultés financières. Leur âge moyen est assez peu élevé et se situe autour des 55 ans. Les pathologies les plus fréquemment mentionnées sont les affections chroniques des articulations comme l'arthrose ou le rhumatisme, l'hypertension, les maux de dos importants (ex. hernie) et la douleur chronique. Les ménages confrontés à des problèmes chroniques de santé dépensent en moyenne entre 155 et 226 euros par mois pour leurs soins de santé. Pour les ménages sans malade chronique, les dépenses de santé ne s'élèvent qu'à 77 euros par mois. La plus grande partie de ces dépenses est consacrée aux médicaments, aux frais de transport, aux aides à domicile (aides ménagères et familiales), aux consultations de généralistes et de spécialistes ainsi qu'aux hospitalisations. La moitié de ces ménages, qui rencontrent des difficultés financières en raison de problèmes chroniques de santé, sont souvent amenés à reporter à plus tard leurs soins de santé pourtant nécessaires. Les soins le plus souvent postposés sont l'achat de lunettes, les soins dentaires, les consultations chez le généraliste ou le spécialiste ainsi que les médicaments; 12% de ces ménages s'endettent pour pouvoir payer leurs soins.

À l'autre bout de l'éventail des revenus, il est clair que certaines interventions ou certains médicaments, non remboursés, sont aisés d'accès pour certains tranches de revenus et totalement inenvisageables pour la majorité.

Conséquence: notre système d'assurance maladie remplit en principe une fonction de «filet de sécurité» qui devrait éviter que les ménages confrontés à des problèmes chroniques de santé ne s'enlisent dans les difficultés financières. Mais il est clair que ses mailles s'agrandissent chaque année, et qu'il est même parfois carrément troué. Résistera-t-il face aux conséquences de la plus grave crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale? Une étude publiée en juin dans le *British Medical Journal* (BMJ) montre que d'éventuelles réductions budgétaires dans la protection sociale ont un impact sur le taux de mortalité. Une réduction budgétaire de 80 euros par personne augmenterait d'environ 2,8% la mortalité liée à l'alcool et de 1,2% la mortalité cardiaque. À l'inverse, 80 euros supplémentaires investis *per capita* dans la protection sociale est associée à une réduction de 1,19% de la mortalité de toutes causes. Autant savoir... ■

L'ENTRETIEN DE MARTINE VANDEMEULEBROUCKE AVEC HEDWIGE PEEMANS-POULLET

FAMILLES MONOPARENTALES: UNE EXTRÊME FRAGILITÉ



■ Christophe Smets. Exposition «La pauvreté des femmes à Bruxelles» – CAL – jusqu'au 30 novembre (voir page 34).

Début septembre, le gouvernement organisait la première Conférence européenne sur la pauvreté infantile. Les chiffres ne sont pas bons: un enfant sur cinq, dans l'Union vit sous le seuil de pauvreté. En Belgique, avec près de 17% d'enfants pauvres, la situation est un peu «meilleure» mais ce nombre cache des disparités importantes selon le type de ménage et le taux d'activité du celui-ci. Le risque de pauvreté est énorme dans notre pays pour les enfants vivant dans des ménages sans emploi: 78,5%! C'est le record européen. Autre chiffre troublant, celui du taux de pauvreté des familles monoparentales, des femmes dans leur toute grande majorité des cas. Avec 39,6%, la Belgique dépasse la moyenne européenne qui est de 37%. Pourquoi? Nous avons posé à la question à Hedwige Peemans-Poullet, historienne, ancienne présidente de l'Université des femmes et auteure de plusieurs études sur les femmes et leurs relations avec l'emploi et la sécurité sociale.

Les familles monoparentales ont un risque de pauvreté quatre fois plus élevé qu'une famille de deux adultes et de deux enfants. Comment expliquer une telle différence?



© Ch. Smets

Hedwige Peemans-Poullet: En Belgique, on continue à calculer le risque de pauvreté sur base des revenus du ménage. Mais si on part d'une approche individuelle du revenu, on constate que 36% des femmes, qu'elles soient mariées ou non, ne disposent pas des revenus suffisants pour vivre par elles-mêmes. Ce chiffre se révèle avec le divorce. Le revenu du ménage, c'est un peu un cache-misère qui dissimule le taux de dépendance des femmes en général. Les Pays-Bas, qui commencent aussi à établir des statistiques sur base individuelle, obtiennent le même chiffre qu'en Belgique.

Le risque de pauvreté s'explique-t-il par la faiblesse des revenus du travail?

Le salaire minimum garanti en Belgique est vraiment trop bas, or 60% des femmes sont à ce niveau de salaire. Si vous ajoutez à cela le fait que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel, on comprendra qu'elles disposent d'un revenu parfois très inférieur à ce minimum légal. Lorsqu'elles deviennent chômeuses ou pensionnées, leurs allocations sont calculées sur ce salaire. C'est la raison pour laquelle, à l'Université des femmes, nous revendiquons l'augmen-

tation du salaire minimum garanti et le redéploiement du travail à temps plein pour les femmes.

Le divorce appauvrit les femmes et pourtant en Belgique, comme partout en Europe, le divorce se fait le plus souvent à l'initiative de la femme...

C'est exact. J'ai pu constater dans l'étude que j'ai réalisée sur les femmes monoparentales, que leur décision est toujours sans appel. Quand elles ont décidé de divorcer, rien ne les arrête. Elles disent: «Je ferai n'importe quoi comme travail» et elles partent, sans mesurer souvent l'énormité des difficultés qui les attendent.

La garde des enfants représente évidemment un coût important. Les allocations familiales suffisent-elles?

Non. Les allocations familiales pour les enfants de premier et second rangs sont notoirement inférieures au coût réel de l'enfant. Les allocations pour enfants orphelins sont suffisantes mais ce n'est pas le cas pour les enfants dont le père ne fait plus partie du ménage pour cause de séparation. Je suis étonnée que du côté francophone, on n'entende aucune revendication pour les allocations des deux premiers enfants sur celle du troisième rang.

Autre facteur d'appauvrissement sans doute: le non-paiement des créances alimentaires?

C'est la troisième clé d'explication. Je trouve insupportable que ce soit la femme qui doive faire les démarches pour obtenir le paiement des pensions pour les enfants si le jugement qui les octroie n'est pas appliqué. C'est comme si après avoir subi un vol dans votre maison, on vous disait de vous débrouiller pour poursuivre le voleur. Il faut créer un système de prélèvement automatique de la créance sur le salaire de l'ex-conjoint. Il reste encore une quatrième explication au chiffre élevé de taux de pauvreté chez les femmes monoparentales. J'ai constaté que, statistiquement, elles sont bien plus souvent malades que les femmes vivant en couple. Le problème, c'est qu'elles échappent souvent aux mesures prises pour atténuer ces dépenses. Si elles travaillent à temps plein, même au salaire minimum garanti, elles n'ont pas droit au statut omnia. Quand on ajoute le coût des médicaments pour les enfants, il est évident que leur budget santé grève sérieusement le revenu de la famille. ■

La mauvaise santé en héritage

Grandir dans une famille socialement défavorisée se paie *cash* dès la naissance. Selon le rapport 2009 de l'ONE, les enfants pauvres souffrent à partir de l'âge de neuf mois, de trois handicaps majeurs: l'excès pondéral, les caries et le retard de langage, ce qui influence directement leur parcours scolaire. À Bruxelles, où en 2006 près de 28% des nouveau-nés sont nés dans un ménage sans revenu du travail, le risque de décès par mort subite est cinq fois plus élevé que dans une famille à deux revenus.

L'OBJECTION DE CROISSANCE

Gravir les sentiers pentus de l'alternative

JEAN CORNIL

Face aux impasses de la modernité, une démarche personnelle et sociétale.



L'objection de croissance: faire émerger des pratiques compatibles avec la finitude de la vie et celle de la biosphère.

© IMAGINE - Fotolia.com

Dans ses *Petites chroniques du dimanche soir*, le philosophe Michel Serres définit la démarche philosophique comme l'anticipation des pratiques et des théories à venir, des civilisations à venir¹.

Depuis plus d'un an, j'ai rejoint le mouvement des objecteurs de croissance car je pense profondément que cette constellation de personnalités très diverses, de pensées multiples et d'expériences existentielles, traduit, même de manière embryonnaire et parfois balbutiante, le cheminement individuel et collectif d'une véritable alternative à l'idéologie dominante de l'époque. Et donc trace une voie possible pour la civilisation de demain, différente de celle qui éclot à chaque moment de notre présent.

Car si l'on anticipe notre civilisation de la croissance infinie, de la production et de la consommation sans limite, et du règne de l'anthropologie capitaliste, comme l'écrit Christian Arnsperger², la probabilité d'un monde chaotique traversé par des conflits de plus en plus rudes pour des ressources de plus en plus rares, voire d'un effondrement généralisé pour les générations futures, se dessine dangereusement.

Certains, gonflés d'optimisme par les lumières de la raison et les perspectives techniques, confiants dans le développement durable ou le capitalisme vert, taxeront de mauvais prophètes, de millénaristes réactionnaires, les tenants de ce catastrophisme annoncé. Or, je crois justement, comme le développe remarquablement Jean-Pierre Dupuy³, que la seule chance d'éviter la catastrophe, c'est de l'envisager comme un scénario bien crédible pour notre futur. Et la première manière de le conjurer est de remettre radicalement en cause nos conceptions du monde et de notre vie.

Un nouveau paradigme politique

Dans ce contexte, l'objection de croissance est un mouvement tout à la fois pertinent et passionnant car il réinterroge le modèle intellectuel dominant, de ses aspects les plus intimes jusqu'à imaginer un nouveau paradigme

politique et axiologique. Et, au-delà du cadre renouvelé d'interprétation du monde, il conjugue une multitude d'expérimentations citoyennes, de pratiques économiques alternatives, de processus singuliers de démocratie participative. Ce mouvement est certes une multiplicité encore désordonnée d'analyses, de critiques, de propositions mais qui convergent toutes pour faire émerger des pratiques existentielles et collectives compatibles avec la finitude de notre vie comme avec celle de la biosphère⁴.

L'objection de croissance est tout d'abord inéluctable. Qu'on le veuille ou non, notre monde de développement, axé sur une transformation de plus en plus étendue et de plus en plus rapide de la matière, au nom de la croissance, de la production et du bien-être généralisé, par essence illimités, entre en contradiction frontale avec le caractère à la fois fini de la planète et fragile des écosystèmes. Si chaque terrien vivait comme l'Européen moyen, il faudrait plusieurs terres pour le satisfaire. Or nous n'en avons qu'une. Nous sommes donc condamnés à modifier en profondeur notre mode de vie sous peine d'amplifier dramatiquement le cycle infernal des perturbations climatiques et des inégalités déjà insupportables qu'elles renforcent⁵.

L'objection de croissance implique de repenser fondamentalement notre interprétation du monde, notre rapport à la nature, aux autres et à soi. Elle dévoile de nouveaux continents qui renouent pour une part avec la philosophie antique⁶ tout en s'imprégnant des spéculations scientifiques les plus modernes⁷. Elle mélange allègrement les exercices spirituels pour tendre vers une vie bonne avec des pratiques collectives de solidarité renouvelée, l'ensemble s'inscrivant dans une tentative de cohérence globale dans notre relation au monde et à soi-même.

Bien sûr, le mot même de décroissance peut être ambivalent et suggérer une volonté, flirtant avec le réactionnaire, de retour à une nature primitive et au bon sauvage de Jean-Jacques Rousseau. En niant les évidents progrès des sciences et des techniques qui, pour un versant de leurs avancées, ont incontestablement amélioré la des-

tinée des hommes. Il n'en est évidemment rien. Ce mot «obus», par sa force d'interpellation, suggère une révolution de notre logiciel mental, axé depuis le siècle des Lumières, sur une croyance sans faille aux vertus du progrès, de la science, de la sortie de l'humain, de sa «minorité», bref au triomphe de la raison sur l'obscurantisme de la foi. Or, c'est cette démarche triomphale des progrès de l'esprit que le mouvement de l'objection de croissance interpelle et remet en cause⁸.

Car elle conduit, comme je l'ai dit plus haut, à diriger la planète dans le mur par la finitude même et la clôture du système de la biosphère. La première des décroissances doit d'ailleurs d'abord être celle des inégalités vertigineuses qui séparent encore les habitants de la terre. Qu'il n'y ait aucun malentendu. Il ne s'agit en aucun cas de faire «décroître» les revenus et l'empreinte écologique du petit paysan malien ou du chômeur européen. Cela n'aurait évidemment aucun sens. Il s'agit tout au contraire de faire diminuer globalement nos atteintes aux écosystèmes en commençant par les entreprises et les citoyens, notamment aux États-Unis, dont l'assuétude énergétique est dramatique pour les équilibres environnementaux⁹.

Une simplicité volontaire

Il convient donc d'entendre le processus de l'objection de croissance comme une combinaison complexe, à la fois sur le plan des territoires et sur le plan de secteurs de l'activité humaine, de croissances sélectives et solidaires (en matière, par exemple, de souveraineté alimentaire, de soins de santé, d'éducation, de logement et singulièrement dans les pays du «tiers-monde») et de décroissances sélectives et solidaires (en terme de consommation d'énergie, de viande, de poisson, d'automobiles, de médicaments, d'armes... et singulièrement chez les classes dominantes du Nord de la planète...)¹⁰.

Ce processus comprend de multiples dimensions. Une composante existentielle qui recherche une simplicité

volontaire, un autre choix de valeurs de bien-être (le calme, l'apaisement, la lenteur, le silence, la gratuité, la gentillesse, la coopération...), une augmentation des désirs intellectuels et spirituels, un refus de l'accumulation matérielle, de la course à la consommation, à l'argent, aux pouvoirs et aux honneurs. Une composante d'action collective, d'entraide, de coopération et de solidarité afin de recréer des espaces et des circuits, tant culturels qu'économiques, qui brisent la solitude et l'atomisation de la logique marchande capitaliste. L'État, par son rôle d'impulsion et de redistribution, mais aussi par sa fonction symbolique d'exemplarité, se devrait d'exercer une place centrale pour favoriser cette démultiplication d'initiatives alternatives et novatrices dans le cadre général d'une véritable transition économique¹¹. La société civile, par le retour à l'économie sociale et coopérative, par des processus de démocratie plus directe, par une expérimentation collective redéployée, a également une fonction majeure dans la construction concrète d'une alternative crédible.

Enfin, l'impérative nécessité de repenser son rapport à la nature et à sa place dans l'univers doit conduire progressivement à une attitude qui rompt avec plusieurs millénaires de conceptions anthropomorphiques de soumission de tout le minéral et de tout le vivant à la volonté exclusive de l'homme¹².

Tels sont, trop rapidement esquissés, les différents défis —philosophiques comme politiques, individuels comme collectifs— du mouvement des objecteurs de croissance. Cette émergence, encore tâtonnante, me paraît receler un extraordinaire potentiel de changements personnels et sociétaux face aux impasses civilisationnelles de notre modernité.

Pour paraphraser Albert Camus, je dirais que les générations passées voulaient refaire le monde. Nous savons que la nôtre ne le refera pas. Nous devons juste éviter que le monde ne se défasse encore un peu plus. ■

8 Consulter la revue *Entropia*, Revue d'étude théorique et politique de la décroissance, dont le numéro 6, «Crise éthique, éthique de crise?», Printemps 2009, Éditions Parangon.

9 Lire les ouvrages d'Hervé Kempf dont *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Éditions du Seuil, 2009, et ceux Dominique Bourg dont *Le développement durable, maintenant ou jamais* (avec Gilles-Laurent Raysac), Gallimard, 2006.

10 Lire par exemple le dossier «Développement durable ou décroissance sélective?», Revue *Mouvements*, n° 41, septembre-octobre 2005.

11 Voir la carte blanche de Christian Arnsperger, «Pour un ministère de la transition économique», *Le Soir*, 28 octobre 2009.

12 Lire par exemple: • Anne Dalsuet, *Philosophie et écologie*, Gallimard, 2010. • Catherine Larrère, Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Alto-Aubier, 1997.

Mouvement politique des objecteurs de croissance (MPOC), Rue Basse-Marcelle 26, 5000 Namur - Info@objecteursdecroissance.be - www.objecteursdecroissance.be

QU'EST-CE QUI FAIT QU'UNE SOCIÉTÉ TIENT ENSEMBLE?

LA SOLIDARITÉ, IDÉAL D'UNIVERSALISATION DE LA PROTECTION SOCIALE

FLORENCE EVRARD

Chargée de mission (CAL)

Sous le concept de «solidarité», c'est toute la problématique de la cohésion sociale qui émerge. Qu'est-ce qui lie les hommes entre eux? Qu'est-ce qui fait qu'une société tient ensemble? C'est à ces questions que la charité chrétienne et ensuite la solidarité laïque ont voulu apporter leurs réponses. Repères historiques.

La conscience d'un «nous», voire l'appartenance à une communauté sous-tendent la plupart des actes de générosité et d'altruisme. La famille, la tribu, le village, le groupe convictionnel, la classe sociale ou la nation ont, depuis toujours, été des références en fonction desquelles les humains se sontentraîdés. Mais, souvent, pour souder le groupe, une opposition à d'autres groupes émerge: un ennemi extérieur est créé pour éluder les différences internes. Les excommunications ou les fameuses déchéances de nationalité n'en sont que quelques exemples.

Le concept de «solidarité», étroitement lié à celui d'humanité, va se construire à l'encontre de ces liens claniques

pour mettre en valeur le lien de l'homme à l'homme, parce qu'il est homme. C'est d'ailleurs cette universalité de la solidarité qui fait que tous les groupes religieux, politiques ou économiques s'en réclament aujourd'hui.

Au commencement était la charité...

La charité chrétienne est chargée d'une double signification: l'amour de l'homme pour Dieu et, inclus dans cet amour-là, l'amour mutuel entre les hommes. La *caritas* ne considère donc pas le prochain comme une fin en soi mais comme une manière d'atteindre Dieu. De principe théologique, la charité chrétienne va s'incarner en diverses pratiques sociales et devenir, à partir du Moyen-Âge, la principale institution de gestion de l'assistance aux pauvres, notamment par le biais de la «matricula», la liste nominative des pauvres entretenus par l'Église locale. Des hôpitaux et des hospices sont créés à partir des XIII-XIV^e siècles. Les monts-de-piété, souvent gérés par des ordres mendiants, apparaissent au XV^e siècle.

L'Église se charge aussi de redistribuer les aumônes et les donations qu'elle reçoit des riches qui, inquiétés par l'Évangile affirmant qu'«il est plus facile à un chameau de passer par le trou de l'aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume de Dieu», vont, dès le X^e siècle, mettre en place une véritable «économie du salut»¹ où, en échange de dons aux pauvres, ils espèrent gagner les délices de la vie éternelle.

La consolation plutôt que la révolte

La charité est ainsi un moyen de stabilisation de l'ordre divin. On ne remet pas en question un monde créé et organisé par la divinité. On *corrige* les inégalités sociales. On n'essaie pas de les prévenir ou de les supprimer. Au-

jourd'hui encore, dans une récente encyclique, Benoît XVI affirme que: «Si, face à la souffrance de ce monde, la protestation contre Dieu est compréhensible, la prétention que l'humanité puisse et doive faire ce qu'aucun Dieu ne fait ni n'est en mesure de faire est présomptueuse et fondamentalement fausse. (...) La protestation contre Dieu au nom de la justice ne sert à rien. (...) Seul Dieu peut créer la justice»². D'autre part, si la charité n'apporte pas de solution structurelle, c'est aussi parce que, en tant qu'initiative privée, elle a un caractère aléatoire et est inégalement répartie. C'est d'ailleurs contre les défaillances de la charité privée et de sa répartition anarchique sur le territoire, que l'idée de «secours publics», ancêtres du service public, va apparaître après la Révolution française. Ainsi, l'article 21 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme que «les secours publics sont une dette sacrée».

De la vertu au droit

Ce qui importe, dans cette évolution historique, c'est le passage de la valorisation d'une vertu, incertaine dans son existence et sa concrétisation, à l'affirmation d'un droit. C'est la conquête de la dignité et le refus de l'envers du don, à savoir la soumission exigée des donataires. La philosophie des Lumières est passée par là. Elle forge les termes de «bienfaisance» et de «philanthropie» (littéralement «amour de l'homme») afin de créer un «*substitut laïque de la charité chrétienne*»³. L'amour des hommes est

dissocié de l'amour de Dieu et l'on insiste sur les visées sociales du don, sur l'amélioration des conditions de vie terrestre, plutôt que sur le témoignage de dévotion qu'est prioritairement la charité.

Malheureusement, dans son application pratique, la philanthropie ne va pas réussir à équilibrer la relation donneur-receveur. Les sociétés philanthropiques sont en effet créées par des industriels, des banquiers ou des hauts fonctionnaires et sont très sélectives par leurs conditions d'admission et leur cotisation élevée. La philanthropie oscille entre élitisme et paternalisme. Son action est moralisatrice. Il s'agit d'éduquer le pauvre et de lui apprendre l'épargne et la prévoyance. On ne remet pas en question la Révolution industrielle et les dégâts qu'elle a provoqués. On se contente de panser les blessures comme le faisait la charité.

“ LE CONCEPT DE «SOLIDARITÉ» EST AINSI À L'ORIGINE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, CETTE SORTE DE GRANDE MUTUELLE, QUI UNIVERSALISE À L'ÉCHELLE D'UNE NATION LA PROTECTION SOCIALE, IMPARTIALE ET ÉGALE POUR TOUS. ”

Solidarité, Humanité et Association

C'est un penseur socialiste qui va développer un concept qui a pour ambition de ne pas tomber dans ce type de travers. C'est en effet Pierre Leroux (1797-1871) qui utilise pour la première fois le terme de «solidarité» dans un sens politique: «J'ai le premier utilisé le terme de solidarité pour l'introduire dans la philosophie. (...) J'ai voulu remplacer la charité du christianisme par la solidarité humaine»⁴.

2 Benoît XVI, *Spe salvi* (42,44), 2007.

3 J. Domenech, «Bienfaisance», dans M. Delon (dir.), *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, PUF, 1997, p. 164.

4 Pierre Leroux, *La grève de Samarez*, Paris, Dentu, 1859, tome I, p. 254.

1 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, Folio essais, 1995, pp. 69-73.



© IMAGINE - Fotolia.com

De la correction des inégalités sociales à leur prévention ou leur suppression...

Le mouvement laïque s'implique concrètement

Les régionales du Centre d'Action Laïque développent de nombreuses activités à caractère social. Leur ligne de force est de renforcer l'autonomie et l'estime de soi des bénéficiaires. Quelques exemples de ces différents projets...

Le «109», projet porté par Picardie laïque, en collaboration avec le CPAS, le Relais Social Urbain et la ville de la Louvière, est un abri de jour, ouvert toute l'année, sept jours sur sept. En plus d'un accueil, d'une écoute et d'un repas chaud, il offre aux usagers la possibilité de nouer des liens sociaux au sein de l'espace communautaire et de rencontrer une équipe pluridisciplinaire qui les accompagne dans leur processus d'émancipation et leur réinsertion sociale.

Le «Molinay», projet original d'activités centrées autour d'un quartier défavorisé de Seraing, s'appuie depuis 10 ans sur un travail de proximité. Le CAL Liège multiplie les animations de rue ou dans ses locaux pour renforcer la convivialité entre les habitants et valoriser le quartier dans toutes ses composantes. L'atelier de soutien à la réussite participe à la lutte contre la fracture scolaire en offrant des cours particuliers aux enfants de l'école communale du quartier.

La «Boutique Emploi» de Bruxelles Laïque accompagne depuis de très nombreuses années les demandeurs d'emploi en promouvant la participation et l'émancipation des personnes. Plusieurs services sont proposés: une guidance socio-professionnelle,

un soutien psychologique, des conseils juridiques et une médiation de dettes.

La «Fabrique de Soi», projet monté par le CAL Brabant wallon, travaille sur l'inclusion des jeunes. C'est une école de devoirs qui développe un grand nombre d'activités et de services. À côté d'ateliers pédagogiques et créatifs, on y trouve un espace de parole et d'écoute pour les jeunes mais aussi pour les parents qui ont besoin de soutien. Des ateliers sont également conçus spécialement pour des primo-arrivants mineurs qui ne parlent presque pas, voire pas du tout, le français.

“CE QUI IMPORTE, C'EST LE PASSAGE DE LA VALORISATION D'UNE VERTU, À L’AFFIRMATION D'UN DROIT.”

Selon lui, l'entraide ne relève plus de la vertu mais de la nécessité. Il décrit l'influence réciproque de la Cité et de l'individu, de même que l'impact de nos ancêtres sur la société contemporaine. L'interdépendance est ainsi un fait objectif. Il faut dire que, dans une société marquée par la Révolution industrielle et la division du travail, l'interdépendance entre les hommes devient flagrante. Le grand sociologue Durkheim, dans *De la division du travail* (1893), qualifiera d'ailleurs d'«organique» cette solidarité basée sur l'interdépendance des rôles et des fonctions. Il l'opposera à la solidarité «mécanique» basée sur la similitude des croyances et des valeurs.

Pierre Leroux entrelace étroitement la «solidarité» à deux autres concepts: l'«humanité» et l'«association». Il considère en effet que l'humanitarisme, érigé au rang de religion, doit remplacer le christianisme. La solidarité englobe ainsi toute l'humanité, sans aucune restriction, et elle doit se concrétiser sous la forme de l'association qui implique la propriété collective («Le grand propriétaire parce qu'il est le grand producteur, c'est tous indivisiblement, c'est l'humanité»⁵) et doit, à terme, devenir une «association universelle».

Le solidarisme

La théorisation de la solidarité va se poursuivre avec Léon Bourgeois (1851-1925) qui popularise le terme avec son livre *Solidarité* (1896). Il reprend les idées de Pierre Leroux concernant l'interdépendance et l'association en inventant le concept de dette sociale: chacun est débiteur et créancier des autres car, dès la naissance, nous bénéficions d'un héritage social, économique et culturel légué par les générations passées. Ainsi, les hommes sont solidaires et associés, membres d'une société où toutes les responsabilités sont mutuelles. Cette idée se concrétise par la «Charte de la mutualité» (1898) dont Bourgeois est l'un des créateurs. Ni œuvre charitable, ni institution d'assistance commerciale, les mutualités mettent en place une protection sociale réciproque de leurs membres. La pensée de Bourgeois engendrera le «solidarisme» conçu comme une troisième voie entre le libéralisme et le socialisme révolutionnaire. Il servira de support philosophique et moral au système de protection sociale mis en place sous la III^e République, dont la Sécurité sociale établie en France en 1945 sera l'héritière.

Le concept de «solidarité» s'est ainsi trouvé à l'origine de la sécurité sociale, cette sorte de grande mutuelle, qui universalise à l'échelle d'une nation —pour le moment— la protection sociale, impartiale et égale pour tous les citoyens. Ce n'est plus une initiative privée comme la charité ou la philanthropie mais un véritable service public.

En ces temps de crise économique et financière, il nous paraît essentiel de faire perdurer cet idéal de la solidarité... ■

⁵ Cité par P. Viaud, «Pierre Leroux. Solidarité et politisation du concept d'humanité» dans *Une humanité africainie de Dieu au XIX^e siècle*, Paris, Cerf, 1994, p. 237.

Justice sociale: agenda campagne CAL

BRUXELLES

• Jusqu'au 31/11/10

Exposition «Regards sur la pauvreté des femmes»

• Le 23/11/10, de 8h30 à 16h

Colloque «Pauvreté et exclusion sociale: un enjeu laïque?»

(en partenariat avec le Centre régional bruxellois du libre examen)

Centre d'Action Laïque -

02 627 68 11 - cal@laicite.net www.laicite.be

• Le 26/10/10

Débat: «Travail de rue: résister à la normalisation?»

• Le 16/11/10

Projection - débat «Le contrôle et la criminalisation de la solidarité»

Bruxelles Laïque - 02 289 69 00 -

bruxelles.laïque@laicite.be - www.bxl.laïque.be

CHARLEROI

• Les 28/10, 8/11, 9/11, 13/11

Café politique: la sécurité sociale, chronique d'une mort annoncée?

CAL Charleroi - 071 53 91 71 -

calcharleroi@laicite.net - www.charleroi.laicite.be

LIÈGE

• Le 8/10/10

Colloque «Et si l'économie était sociale?»

• Du 11/10 au 14/10/10

Projection-débat «Faut-il réinventer les luttes? Désobéissance civile et action directe non violente, un nouvel art de militer»

CAL Province de Liège -

04 232 70 40 - info@calliege.be - www.calliege.be

NAMUR

• Le 11/12/10 à 9h30

Rencontre «Commerce équitable, économie solidaire?»

CAL Namur - 081 73 01 31 -

contact@laicite.com - www.laicite.com

MONS

• Du 19/11 au 26/11/10

Semaine de sensibilisation «Gens du voyage» - Gens de partout, gens de chez nous: expos, concerts, théâtre, colloque.

• Le 2/12/10

Colloque «Développement économique, justice sociale et solidarité»

Picardie Laïque - 064 55 90 05 -

picardie.laïque@laicite.net - www.picardie-laïque.be

WAVRE

• Chaque jeudi de novembre

Café philo Paroles «Charité, pitié ou solidarité?»

CAL Brabant wallon - 010 22 31 91 -

polephilo@laicite.net - www.calbw.be

ARLON

• Le 25/11

Rencontre «Travail social: rencontre avec le public préca-risé dans son lieu de vie»

CAL Luxembourg - 084 38 71 29 -

coordination.hampteau@cal-luxembourg.be -

www.cal-luxembourg.be

BRÈVES

TURQUIE: PLÉBISCITE POUR L'AKP

La Turquie a approuvé récemment par référendum une série d'amendements constitutionnels conformes aux exigences de l'Union européenne en vue de l'adhésion. Si l'opposition (kémaliste et d'extrême droite) a fait feu de tout bois contre ces projets, ce sont les partisans du «oui» qui l'ont remporté à 58%, tranchant ainsi en faveur du Premier ministre Erdogan (AKP), qui renforce sa détermination à devenir président de la République lors de la présidentielle de 2014. Atatürk, père de la Turquie laïque, semble définitivement relégué aux oubliettes. (MM) ■

LE HANDICAP: PAS D'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le rapport 2009 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, avec une couverture lisible en Braille, a été présenté à la presse dans le noir absolu! Le Centre a en effet choisi cette fois de mettre l'accent sur le handicap. Un choix qui n'est pas fortuit puisqu'il constitue le plus grand nombre de signalements au Centre (notamment dans le secteur des biens et services), après les critères dits «raciaux» (près de la moitié des dossiers) et avant les convictions religieuses. La Belgique a en effet ratifié en 2009 la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, qui rappelle que celles-ci doivent pouvoir jouir de tous les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. À noter cependant que l'intégration des élèves avec un handicap dans l'enseignement ordinaire reste «anecdotique». Et le nombre de travailleurs handicapés employés dans les services publics reste très en-deçà des cibles officielles. Autres tendances-clés de 2009: les signalements au Centre continuent de progresser (+30%) par rapport à 2008. Globalement, les secteurs pointés sont principalement l'emploi et les médias avec 50% des nouveaux dossiers. (www.diversite.be) (MM) ■

LA VIE EN ROSE (ET EN ÉPINES)

Vitus Huonder est l'évêque du diocèse de Coire —qui inclut notamment Zurich— en Suisse. Réputé pour son autoritarisme et son conservatisme buté, il entend se donner un second en la personne du très ultra-conservateur Martin Grichting, rapporte la presse suisse. Gros émoi parmi les fidèles: l'ancien vicaire général qu'est Martin

Grichting s'oppose à la consultation démocratique de la base et au droit de codécision des laïcs dans les affaires de l'Église. Or Dieu sait si, en Suisse, le peuple (c'est l'expression du cru) entend être consulté à tout propos.

Mais Mgr Vitus Huonder n'en a cure. Son ouverture d'esprit et sa tolérance n'excèdent guère le contenant d'un petit suisse. Récemment, il a ainsi interdit à un aumônier de co-organiser la cérémonie destinée aux gays et lesbiennes dans le cadre du Zurich Pride Festival. Vitus a le chic pour séparer le bon grain de l'ivraie. (Map) ■

SATAN L'OREILLE

On aime bien cette histoire qui nous ramène aux plus belles heures de l'ignorance et de l'obscurantisme.

Ainsi donc le plus gros festival métal français a eu lieu à Clisson, en Loire-Atlantique. En juin dernier, il a réuni en trois jours 72 000 candidats à la surdité, dans une débauche de décibels censée planter le décor sonore de l'enfer. D'où son nom: Hellfest. Son slogan: «*Our music our religion*».

La manifestation, qui ne brille pas par sa finesse, concédons-le, électrise les chrétiens du coin. Une association a ainsi assigné le festival en justice afin de «*prévenir toute atteinte aux intérêts spirituels, moraux et matériels des familles*». Certains d'entre eux dénoncent les paroles impies des tubes métalliques, y voyant une apologie du satanisme. Mais les intégristes n'ont pas été entendus et ils se sont contentés d'asperger le site d'eau bénite. Puis ils sont retournés dans leurs foyers avec leurs gousses d'ail et leurs crucifix.

Dans les «*Inrocks*», une lectrice écrit très justement: «*Ne pas confondre le festival Hellfest qui est un festival de musique métal (hard rock) avec le satanisme. (...) Ça fait partie d'une contestation adolescente de la société patriarcale et religieuse. Ça n'a rien à voir avec une rencontre de sectes manipulatrices que vous ne verrez jamais sur ce genre de festival musicals*».

En revanche, si d'aventure, par goût de la sociologie politique par exemple, vous vous baladez un jour aux abords d'un meeting de Jean-Marie Le Pen, vous pourrez y constater combien des catholiques intégristes aiment à barboter dans les eaux saumâtres du Front national. Ils y prônent des idées peu charitables, composition de nationalisme obtus et de racisme religieux. Tout en douceur, mielleusement. À voix basse. (Map) ■

LAÏC OU LAÏQUE? PAS SEULEMENT UNE AFFAIRE DE SEXE!

Les affaires qui ont récemment secoué l'Église catholique belge ont abondamment nourri la confusion entre les mots «laïc» et «laïque». C'est ainsi qu'on a pu lire que Roger Van Geluwe, l'évêque banni de Bruges, devait retourner à l'état laïc. N'allez pas croire que le CAL va accueillir dans son giron le désormais infrequentable ecclésiastique. Car de fait, laïc n'est pas laïque, et vice versa... Ce mélange des sens est pourtant très courant, même au sein, hélas, des cénacles proches du mouvement laïque.

Le mot «laïc» qualifie d'abord, en français toute personne qui n'est ni clerc ni religieux, mais qui appartient cependant à l'Église.

Le sens nouveau de «laïque», le nôtre, est donc une extension du premier. Il doit son apparition aux luttes anticléricales en France, qui finissent par consacrer la séparation de l'Église et de l'État vers la fin du XIX^e siècle. C'est la manière de l'orthographe qui consacre la différence.

Beaucoup plus courant aujourd'hui que le terme «laïc» (croyant qui n'appartient pas au clergé), le mot «laïque» renvoie globalement à deux utilisations différentes et complémentaires.

1. Est dit laïque un État ou une loi qui traite tous les citoyens selon une même norme ou leur confère les mêmes droits et devoirs, indépendamment de leur religion et de leurs convictions philosophiques. Dans ce sens, la laïcité appliquée à l'État et aux pouvoirs publics n'est ni favorable ni hostile à une religion ou une autre, et pas davantage à une conception athée ou agnostique. On parle ici de laïcité politique, concept assez proche de la neutralité chère à l'État belge.

2. Le mot «laïque» peut aussi avoir un sens plus large. Il désigne les associations et personnes qui, outre leur combat en faveur de la laïcité de l'État, partagent une conception de vie et un engagement basés sur la liberté de jugement et des valeurs auxquelles elles adhèrent librement. On parle alors de laïcité philosophique ou, dans les pays anglo-saxons, d'humanisme. Le terme laïcité au sens nouveau est donc porteur d'universalité, d'égalité et de non discrimination entre les êtres humains. Les laïques s'emploient à faire en sorte que l'État, ses lois et son organisation défendent ces valeurs. Cette idée de la laïcité comme socle des valeurs communes est à la base des principes qui régissent nos démocraties modernes.

De surcroît, dans l'acception du terme définie ici, les «mouvements» laïques rassemblent symboliquement la communauté non confessionnelle, les non croyants, athées et agnostiques. (YK) ■

L'ENTRETIEN DE PASCAL MARTIN AVEC GUY HAARSCHER

American Tragedy

BARACK OBAMA S'APPRÊTE À VIVRE UNE MAUVAISE PASSE. LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT POURRAIENT LUI FAIRE PERDRE LES DEUX CHAMBRES DU CONGRÈS ET RÉTRÉCIR FORTEMENT SA MARGE DE MANŒUVRE.

Guy Haarscher est philosophe, professeur à l'Université libre de Bruxelles et au Collège d'Europe. Il est aussi professeur de droit associé à la Duke University (Durham, North Carolina, USA). Cette double casquette lui permet de jeter un œil averti sur l'actualité américaine, mais aussi sur la manière dont elle est ressentie de ce côté de l'Atlantique.

Guy Haarscher, les *midterms* sont annoncées pour le 2 novembre. Ces élections qui doivent conduire à renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants des États-Unis,

un tiers des 100 sièges du Sénat américain et plusieurs législatures ou gouverneurs d'États américains interviennent classiquement à mi-mandat présidentiel. Pour Barack Obama, elles sont déjà synonymes de défaite.

“OBAMA DEVRA APPORTER UN REMÈDE À LA CRISE POUR COUPER COURT À LA DÉMAGOGIE AMBIANTE ET REDORER SON IMAGE.”

Guy Haarscher: C'est l'impression générale. Cette défaite s'annonce dans un climat difficile, soigneusement préparé par les républicains et par la droite populiste des *Tea Parties* à coup de campagnes brutales et négatives. L'été dernier, une même violence avait accompagné le projet de réforme de l'assurance maladie. Obama avait alors été accusé de vouloir créer des comités chargés de désigner qui pourrait survivre ou ne pas survivre. Ses adversaires le disaient prêt à confier la vie des gens à l'État, selon ce vieux fantasme américain qui ne craint rien moins que l'État socialiste et bureaucratique. Ces attaques injustifiées se sont ajoutées aux questions portant notamment sur sa religion. À force d'entendre

qu'il est prétendument musulman, beaucoup d'Américains ont fini par en être convaincus. Ils sont tout autant persuadés que leur président n'est pas américain, qu'il a falsifié ses documents d'identité. Toutes ces accusations, ajoutées à l'angoisse qu'inspirent les pertes d'emploi dans une population qui n'est pas habituée à un taux de chômage relativement élevé, ont fini par dégrader fortement l'image de Barack Obama.

En face, l'opposition s'est remusclée. Il est beaucoup question des *Tea Parties*, partisans du libertarianisme et du moindre État, d'une radicalisation de la vie politique américaine. Vu d'ici, on a l'impression qu'après avoir essayé un mode politique plus «soft», l'Amérique s'apprête à reprendre la manière forte. Est-ce aussi la vôtre?

Au contraire de George Bush, Barack Obama s'est caractérisé par une politique d'ouverture et d'universalisme à la fois sur le plan de la politique intérieure (contrôle des institutions financières, couverture maladie...) et sur le plan international (en tendant la main à l'islam dans son discours du Caire). Il s'est montré moins «*America first*» que Bush. Mais ces politiques ont aussi leur part d'ambiguïté. Sur le plan intérieur, la politique bipartisane de Barack Obama, qui a conduit à ne pas antagoniser ses adversaires, l'a aussi obligé à négocier pour gagner l'appui de tel sénateur, de tel représentant. Avec pour conséquence de rendre ses résultats peu lisibles, même si le président a tout de même abouti à décrocher une réforme de l'assurance maladie et une réforme de Wall Street. Son côté négociateur et tolérant, ce qu'il faut appeler

son pragmatisme, lui ont coûté en crédibilité et en visibilité. Certains y voient une absence de vision. Or, pour contrer la démagogie que pratique la droite du parti républicain, il faut davantage. Il faut cette charge émotionnelle qui avait accompagné en 2008 son élection. Aujourd'hui, Obama apparaît comme quelqu'un de froid, de pragmatique. Ce n'est ni Clinton ni Kennedy.

Mais quid de sa politique étrangère?

Son discours sur l'international est également brouillé. Qu'il se soit ouvert à l'islam lors de son discours du Caire est une bonne chose. Mais qu'il en ait profité pour critiquer la France et sa loi sur le voile, en y voyant une attitude d'intolérance semblable à ce qui se passe dans beaucoup de pays musulmans, fut une comparaison ridicule.

La situation au Pakistan, en Afghanistan et en Irak apparaît de surcroît aussi ambiguë qu'inextricable. Même si cela n'est pas l'essentiel pour les Américains, dont l'attention se porte d'abord aujourd'hui sur la crise économique et le chômage.

Par sa manière de faire, Obama peut apparaître souvent à rebrousse-poil de la culture américaine. Est-ce aussi votre impression?

Je ne sais pas s'il est vraiment à rebrousse-poil des États-Unis. Mais il existe une image suivant laquelle Obama n'est pas «légitime». Parce qu'il est noir, qu'il vient d'une famille recomposée, qu'il n'a rien à voir avec le petit blanc moyen. Les républicains disent qu'il n'est pas «*mainstream*», c'est-à-dire qu'il ne

représente pas l'Américain moyen. Je pense que cela est vrai. Un autre problème est qu'Obama a aussi déçu sa gauche. Certains lui ont reproché de ne pas être allé assez loin, d'avoir fait trop de compromis dans la réforme de l'assurance-maladie. Ou encore d'avoir trop hésité dans les questions de droit à une justice équitable. Il s'était engagé à fermer Guantanamo, ce qu'il n'a jamais fait. Ajoutons-y sa gestion assez tardive de la marée noire du Golfe du Mexique ainsi qu'un certain nombre d'erreurs et l'on comprend pourquoi la partie des *midterms* sera très difficile pour lui.

À la décharge d'Obama, il faut dire qu'à sa présidence correspond la crise économique et financière la plus terrible depuis 1929. En ce domaine, vous semble-t-il réagir adéquatement? Ses adversaires politiques, mais aussi une partie de l'opinion publique, lui reprochent de ne pas mettre suffisamment les mains dans le cambouis dès lors qu'il s'agit de lutter contre le chômage.

Le problème est qu'on demande au président tout et son contraire. Le *Tea Party* est un mouvement libertarien qui dénonce l'État tentaculaire. Or que demandent les chômeurs à Barack Obama? Que l'État injecte de l'argent, investisse, intervienne pour créer de l'emploi. D'une part, le président est accusé d'être le représentant du «*Big Government*», ce qui est très mal vu aux États-Unis, même dans une partie de la gauche. Et d'autre part, on lui demande plus d'interventionnisme. Obama est en réalité dans une situation semblable à celle de nos gouvernements et de nos autorités monétaires. Il reste que l'administration Obama n'a peut-être pas pris toute la mesure du problème du chômage. La relance annoncée il y a quelques mois aux États-Unis se révèle ainsi aujourd'hui une relance sans emplois. Malheureusement pour Obama, à quelques semaines des élections, le chômage semble se stabiliser à 10%, ce qui est insupportable aux États-Unis, politiquement et psychologiquement. Convaincre l'électeur dans ces conditions n'est pas simple.

On a beaucoup parlé de l'importance du vote des catholiques en faveur d'Obama



© AFP

Il ne serait pas «*mainstream*»....

lors de l'élection présidentielle de 2008. Quel sera cette fois leur choix? Et dans quelle mesure la montée en puissance de l'islamophobie aux États-Unis (où le second prénom du président —«Hussein»— passe difficilement) peut-elle influencer le résultat de ces élections?

Le vote catholique en faveur d'Obama a été souvent le fait des Hispaniques qui comptaient sur lui pour régulariser les migrants clandestins. Ils sont déçus aujourd'hui, car ils estiment qu'il n'en a pas fait assez, particulièrement contre la loi qui sanctionne durement les immigrés en Arizona. Quant à la dénonciation de l'islam qui peut être observée à travers les attaques contre la mosquée qui doit être construite près du site de Ground Zero, elle est exacerbée par les fondamentalistes protestants des *Tea Parties* et par l'extrême droite. Les intégristes évangéliques sont contre l'enseignement des théories de Darwin à l'école, contre l'homosexualité, etc. Ceux-là n'ont jamais été pro-Obama et ils sont d'autant plus déçus aujourd'hui qu'ils rassemblent un certain nombre de déçus. Il faut souligner également que l'islamophobie est davantage présente aujourd'hui qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. L'Amérique depuis s'est appauvrie et l'on sait que la stigmatisation globale se développe facilement dans un contexte d'inquiétude.

Les *midterms* sont généralement désastreuses pour le président en place

même si elles n'ont pas empêché Ronald Reagan d'être réélu, par exemple. La vraie question n'est-elle pas de savoir comment le président Obama va infléchir à l'avenir sa politique pour gagner sa réélection en 2012?

Ce ne sera pas simple avec un Congrès très hostile. On peut s'attendre à ce qu'Obama arrête le mouvement de grandes transformations internationales qui constituait la dimension «idéaliste» de son projet. Il va plutôt se concentrer sur l'économie et le chômage, prendre la situation à bras-le-corps et adopter une position plus modeste, centriste, basée sur l'intérêt national. Peut-être même prendra-t-il des mesures protectionnistes. Il faut enfin se souvenir que bien qu'il ait gagné la première Guerre du Golfe, George Bush senior avait perdu la présidentielle de 1992 face à Clinton parce que l'économie n'allait pas bien à la fin de son mandat. En Amérique, l'économie et l'emploi sont essentiels. Le chômage n'est pas (relativement) accepté comme ici. Obama devra apporter un remède à la crise pour couper court à la démagogie ambiante et redorer son image. ■

“D'UNE PART, LE PRÉSIDENT EST ACCUSÉ D'ÊTRE LE REPRÉSENTANT DU «BIG GOVERNMENT», CE QUI EST TRÈS MAL VU AUX ÉTATS-UNIS, MÊME DANS UNE PARTIE DE LA GAUCHE. ET D'AUTRE PART, ON LUI DEMANDE PLUS D'INTERVENTIONNISME.”

2010: ANNÉE INTERNATIONALE DU RAPPROCHEMENT DES CULTURES

La diversité est-elle un plus?

ALEXIS DOUTAIN

L'ANNÉE 2010 A ÉTÉ PROCLAMÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, «ANNÉE INTERNATIONALE DU RAPPROCHEMENT DES CULTURES». POUR SES INITIATEURS, IL S'AGIT DE PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET LE DIALOGUE INTERCULTUREL. MAIS ENCORE?



Le principe de la diversité culturelle pourrait être utilisé si on n'y prend pas garde par des groupes, sociétés, États... qui souhaitent relativiser la force des droits de l'Homme.

Alors que certains ont prédit un choc des civilisations, tandis que d'autres abusent du concept de la diversité culturelle pour remettre en cause l'universalité des droits de l'Homme, l'enjeu de cette année n'échappe en effet à personne.

Très vite après les attentats du 11 septembre 2001 qui semblent confirmer les prédictions des cassandres, tel Samuel Huntington¹, le système des Nations unies se mobilise pour contrer ce discours et prouver puisque besoin en est que la diversité culturelle est un plus sur lequel peut se construire un monde de paix.

Déjà, le 9 novembre 2001, c'est-à-dire moins de deux mois après l'effondrement des tours du *World Trade Center* de New-York, l'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution portant sur la mise en place d'un Programme mondial pour le dialogue des civilisations. L'année suivante, le 4 novembre 2002, l'Assemblée générale adopte une résolution sur la promotion d'une culture de paix et de non violence. En 2003, est votée une résolution sur la promotion de la compréhension, de l'harmonie et de la coopération culturelles et religieuses. Et ainsi de suite, jusqu'au vote, le 17 décembre 2007, de la Résolution 62/90 sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et

les cultures au service de la paix, se parachevant par la proclamation de l'«Année internationale du rapprochement des cultures» en 2010.

Parallèlement, l'UNESCO adopte, en novembre 2001, quelques semaines à peine après les attentats de New-York, et à l'unanimité (!) un nouvel instrument à portée universelle mais non contraignante, la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle. C'est un texte fondamental, car il va faire entrer la réflexion culturelle sur un nouveau terrain: la préservation et la protection de la diversité culturelle. On n'est plus dans l'affirmation des droits individuels, mais on cherche à donner une réponse au choc des civilisations.

C'est évidemment extrêmement louable, mais qui se rend compte à ce moment-là qu'en modifiant la perspective, c'est-à-dire en passant des droits reconnus à des individus au respect des pratiques collectives de la culture, on allait insensiblement introduire le loup dans la bergerie, c'est-à-dire donner un accès à ceux qui, sous le couvert du respect de la diversité culturelle, souhaitent revoir la portée des droits et des libertés fondamentales?

Mais une étape restait encore à franchir: traduire la Déclaration universelle de l'Unesco sur la di-

versité culturelle en un instrument contraignant. C'est ainsi que débuta le long processus de négociation de la Convention Unesco pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, finalement adoptée à l'unanimité moins deux voix (USA et Israël) le 25 octobre 2005.

La vocation de ce nouveau texte est de renforcer les cinq maillons inséparables de la même chaîne, à savoir la création, la production, la distribution/diffusion, l'accès et la jouissance des expressions culturelles véhiculées par les activités, biens et services culturels.

Ce vote réjouit bien évidemment ceux qui prônaient l'exception culturelle (= ne pas considérer la culture comme une marchandise comme une autre), mais il réjouit aussi ceux qui souhaitent nuancer, au nom de la diversité, la portée des droits de l'Homme. En effet, le texte affirme l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les individus qui la composent et soutient que «*dans nos sociétés de plus en plus diversifiées, il est indispensable d'assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités culturelles à la fois plurielles, variées et dynamiques*». Ce qui ouvre la voie à une possible interprétation de la «diversité culturelle» comme un quasi synonyme de «diversité ethnique». En opposition, les droits de l'Homme sont basés sur l'affirmation de la dignité de la personne humaine; ils valorisent l'individu par rapport à la société et au poids des communautés en lui reconnaissant des droits «inhérents à sa personne, inaliénables et sacrés» et donc opposables à tout pouvoir et à la société même.

Ainsi donc, le principe de la diversité culturelle pourrait être utilisé si on n'y prend pas garde par des groupes, sociétés, États... qui souhaitent relativiser la force des droits de l'Homme. Et cette crainte n'est pas théorique! Un peu partout

des États n'hésitent plus à décliner ouvertement la notion de diversité pour tenter de moraliser des atteintes à des droits de l'Homme ou à des fondements démocratiques, comme l'égalité des genres, le droit à l'éducation ou la liberté de la presse. Pour d'autres, il s'agit de justifier la prééminence de la religion (généralement une religion d'État ou confondue avec l'État) sur les droits individuels.

C'est ainsi que des pays membres de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique) introduisent régulièrement à l'ONU des propositions de résolution visant à faire interdire le blasphème, y compris par des non musulmans et hors d'un pays islamique. Il s'agit bien pour ces États, toujours pour les mêmes raisons, de limiter la liberté de la presse qui se doit aussi de ne pas critiquer la religion islamique et bien évidemment de la caricaturer! D'autres exemples? L'intervention de l'Iran en septembre 2008, lors d'une réunion du Conseil des droits de l'Homme, considérant qu'il faut encourager la chasteté des filles pour lutter contre les viols. Ou encore, les homosexuels très souvent discriminés dans les pays islamiques au nom de la religion. C'est donc bien l'universalisme des droits de l'Homme qui est mis en cause dans sa plus belle acception: des droits individuels, universels, non cessibles.

Pour contrer ce risque, il convient de mettre en évidence des bonnes pratiques témoignant effectivement que la diversité culturelle est source d'enrichissement et que les valeurs positives de l'interculturalité et de la diversité culturelle constituent une valeur ajoutée significative. L'«Année internationale du rapprochement des cultures» est en ce sens, et pour quelques mois encore, une formidable opportunité. ■

¹ Samuel P. Huntington, (1927-2008), professeur américain de science politique auteur d'un livre mondialement connu: *Le Choc [Clash] des civilisations* (1996).

Coup de philo

TRAÎTRISE ET SCHIZOPHRÉNIE

MICHEL GRODENT

Si fidèle qu'elle soit à une doctrine politique ou religieuse qui prône la justice sociale, la fraternité ou l'amour du prochain, aucune intelligence au monde ne vaccine contre la trahison. Depuis quelque temps, nous voyons proliférer de braves docteurs Jekyll dont l'onction très étudiée et les gestes bénisseurs camouflaient des pratiques perverses dignes de Mister Hyde. Contre ces brebis galeuses, nous nous récrions généreusement, croyant qu'il suffit de moraliser pour éviter à l'avenir la reproduction de tels «accidents». Mais la schizophrénie bien réelle de ces tartuffes ou de ces infidèles ne laisse pas de poser des questions d'ordre psychologique et philosophique.

Je lisais l'autre jour un texte fondamental de George Steiner, extrait de ses chroniques du *New Yorker*. Publié en 1980, il s'intitule «Le Clerc de la trahison». L'auteur des *Antigones* y médite sur le cas navrant du professeur Anthony Blunt, historien de l'art parmi les plus brillants, mais également fidèle compagnon du communisme au point d'espionner en sa faveur et de trahir la Grande-Bretagne. Steiner avoue sa perplexité face à «*la coexistence, en une même personnalité, du plus extrême souci de vérité et du plus extrême mensonge*», face également à «*certains germes d'inhumanité qui, dans notre société, sont pour ainsi dire plantés à la racine même du mérite supérieur*».

Certes, une homosexualité réprouvée par la bonne société peut expliquer dans le cas de Blunt le choix provocateur de la politique du pire. La formule est bien connue: en optant consciemment pour la trahison, je me venge de la société qui me traite en paria. Mais le double jeu ainsi mis en place n'en conserve pas moins une part de son mystère. Quant aux réactions du milieu impliqué, en l'occurrence l'intelligentsia anglo-saxonne, elles prêteront longtemps encore à réflexions amères. «*Peu de manifestations de dégoût complet, peu d'anathèmes absolus*», résume Steiner. Il est encore trop tôt pour dire si, trente ans après, sous d'autres latitudes, l'histoire se répète. ■

¹ Sous le titre *Lectures*, l'ensemble, excellemment traduit (comme d'habitude) par Pierre-Emmanuel Dauzat, paraît chez Gallimard dans la collection «Arcades» (n° 98, 420 p., 18 euros).

L'icône du grand Charles

MICHEL GRODENT

SUDHIR HAZAREESINGH ANALYSE LE MYTHE DU GÉNÉRAL DE GAULLE. NOSTALGIE DE LA GRANDEUR FRANÇAISE...

En Belgique, la perspective d'un rattachement à la France de la région Wallonie-Bruxelles a beau faire hurler de rage les milieux conservateurs, au sens étymologique, de droite comme de gauche, elle a beau susciter toutes sortes de levées de boucliers juridiques, chacun s'empresant d'oublier le principe élémentaire que le fait précède toujours le droit, elle n'en est pas moins parfaitement envisageable dans la situation actuelle, pour le moins problématique on en conviendra. C'est l'occasion de se rappeler les confidences du général de Gaulle à Alain Peyrefitte à propos de la Wallonie: «*Beaucoup de Wallons pensent qu'ils seraient mieux traités par la France que par la Flandre. C'est probable. Ils retrouveraient au sein de la France la fierté d'appartenir à une grande nation, la fierté de leur langue et de leur culture, le goût de participer aux grandes affaires du monde et de se battre pour de grandes causes humaines*».

Réflexions faites il y a quarante-cinq ans. À l'évidence, elles peuvent laisser rêveur. De ce côté-ci de la francophonie, terre de surréalisme et de morosité, nous avons appris, au fil des âges, à nous méfier du mot «grand» que l'illustre général aimait à marteler en toute circonstance, sans doute pour conjurer les démons de la mesquinerie qu'il savait toujours menaçants dans son propre pays. Et nous avons beaucoup de difficultés à nous débarrasser de notre méchant petit sourire empreint d'ironie lorsqu'il est question de notre grande voisine, de sa grande histoire et de ses grandes institutions. Je ne suis pas sûr que la lecture du *Mythe gaullien* de Sudhir Hazareesingh¹ nous rende moins impertinents, quel que soit le talent que met le scripteur, politologue d'origine indienne issu de l'île Maurice, à combiner subtilement l'adhésion sentimentale et la distance critique, à procéder à un

inventaire précis des «splendeurs» et des «contradictions».

De Gaulle, continuateur de Napoléon sur le plan de l'imaginaire franco-français: c'est un spécialiste de la légende impériale qui nous l'assure. On veut bien le croire. Tant il est vrai que la popularité du Libérateur s'est massivement traduite en hommages d'essence religieuse, le catholicisme ayant son mot à dire dans ce culte à usage interne, rassembleur et stimulateur. De Gaulle a senti d'instinct qu'il devait se construire une figure, se poser en icône médiatrice, en père volontariste et quelque peu manichéen, bref devenir un symbole rayonnant, s'il voulait gagner les cœurs et battre le pétainisme, puis le communisme, sur leur propre terrain idéologique. Pour prendre la mesure de la ferveur qui entourait un militaire charismatique, Sudhir Hazareesingh s'est fondé notamment sur le dépouillement de la correspondance qui lui était adressée. Elle est édifiante.

Charles de Gaulle, l'acteur

Reprenant le vocabulaire chrétien qui semble jaillir spontanément sous les pas de l'interprète, on pourrait dire que le mythe gaullien se décline en différentes formes d'«incarnation»: soit l'union intime en de Gaulle de la nature divine avec la nature humaine, s'il m'est permis de chiper au *Petit Robert* la définition du terme le plus apte à décrire ce qu'il faut bien appeler un mystère très concerté. Providentialisme, messianisme, narcissisme, nationalisme, césarisme: les «ismes» défilent ici comme un régiment lors d'un 14 juillet. Dans quelle mesure le général, très porté sur la fête et sur le cérémonial, savait-il qu'il jouait un jeu, qu'il interprétait un personnage? Là est toute la question. Tout homme politique, s'il est lucide, finit par com-

prendre qu'il n'est jamais qu'un manipulateur manipulé, contraint de naviguer à vue. Personnellement, j'aurais souhaité que Sudhir Hazareesingh nous fit sentir la dimension ironique de l'acteur nommé Charles de Gaulle: elle a toujours cette vertu, quarante ans après, de nous le rendre plus proche et plus fraternel.



© AP/Roger Vollet

Mais c'était d'abord l'histoire d'une dévotion qu'il voulait nous raconter, avec ce qu'elle suppose d'infinis pèlerinages. Ah! Le gaullisme, cette drôle de machine, impensable sous nos cieux étriqués! On y respire un parfum de nostalgie. Nostalgie de la grandeur française dans une conjoncture abominable où, tenez-vous bien, il vous est prescrit, toute honte bue, de vous incorporer à une masse européenne pauvrement calculatrice! Mon Dieu, que signifient encore, dans ces conditions lamentables, les premières mesures des *Mémoires de guerre*: «*Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France*»? ■

L'islam à Bruxelles: quelle démocratie?

PATRICE DARTEVELLE

Publier un livre (issu d'une thèse de doctorat à l'ULB) sur l'islam à Bruxelles, c'est en soi annoncer un programme qui promet bien des discussions. Mais l'auteure, Corinne Torrekens, va bien au-delà des problèmes apparents avec son ouvrage *L'islam à Bruxelles**. C'est tout une théorie de la vie politique et sociale qu'elle met en question, quitte de surcroît à mettre en difficulté des énoncés traditionnels chez les laïques, comme la présence des religions dans l'espace public. La chose est d'autant plus saisissante (dans un sens favorable à l'auteure) que le propos concret ne vise que trois communes bruxelloises: Molenbeek, Schaerbeek et Saint-Josse.

C. Torrekens ne cherche pas moins qu'à contredire la plus récente théorie laïque de l'espace public, celle de Jürgen Habermas, fondée sur la séparation moderne entre l'autorité politique et la sphère de la vie quotidienne et domestique.

Celle-ci privilégie le pouvoir politique au détriment d'autres —la représentation, la reconnaissance, etc.— (p.21). «*Jürgen Habermas est profondément marqué par la conception normative des Lumières concernant les identités sociales, qui veut que les acteurs sociaux laissent au vestiaire, en entrant dans l'espace public, leurs statuts et leurs caractéristiques sociales pour ne se prévaloir que du seul poids de leurs arguments*» (p.22).

Il n'est évidemment pas difficile de tenir pareille position comme coupée du réel («une fiction politique éloignée des faits») mais force est à C. Torrekens d'avouer que Habermas avait popularisé le thème de la perméabilité de la frontière public/privé.

Les minorités

Partant du fait incontestable en soi que la participation au débat public

n'est pas égale, l'auteure en arrive à conclure que la conception rationaliste rend peu intelligibles certaines revendications sociales et politiques contemporaines comme les demandes de visibilité des groupes religieux minoritaires (p.24) et, n'en jetons plus: «*L'opposition entre deux espaces ne possède aucune pertinence analytique ramenée au niveau des acteurs sociaux*». En résumé, la pseudo-découverte de l'inégalité autorise le groupe minoritaire à faire le contraire de ce qu'indique la raison.

À aucun moment Corinne Torrekens n'analyse les groupes autres que musulmans et les rejette tout uniment dans les groupes dominants. Mais en vertu de quoi la demande des différents groupes pris en tant que tels serait-elle moins légitime? Pris isolément, aucun n'est dominant en Belgique (ni le catholique, ni le laïque). Les références de l'auteure au multiculturalisme de Charles Taylor, référence absolue en la matière, sont claires.

En fait, aux conceptions rationalistes, elle veut substituer une forme d'analyse sociologique qui privilégie les processus et transitions peu visibles, loin de l'autorité et de la sphère publique, ce qu'elle appelle la «transaction».

Bien évidemment lorsqu'elle analyse la problématique des mosquées, il est difficile de donner tort à la chercheuse de l'ULB. Quand on lit les embrouilles créées partout pour empêcher leur création (pendant des années elles ont dû demander le permis d'exploiter prévu pour les commerces) on voit bien comment la démocratie s'est laissée prendre à son propre piège.

Mais n'aurait-il pas été préférable de se demander si au-delà du refus de l'autre —qui est certain— la remise

en cause de notre définition de l'espace public ne justifierait pas de légitime préoccupation.

L'autre versant de la thèse de C. Torrekens, est l'impact du niveau local comme source primordiale de reconnaissance de groupes musulmans. On y notera le rôle décisif et précoce de Philippe Moureaux à Molenbeek.

Les laïques qui roulent des mécaniques en jurant leurs grands dieux qu'il n'y aura jamais d'accommodement raisonnable en prennent pour leur grade: cela fait longtemps, comme le dit Torrekens, qu'à Molenbeek on prétend que les mosquées ont conclu un accord avec la police pour que celle-ci ne sanctionne plus le parking sauvage au moment de la prière pendant le ramadan.

L'interaction entre les politiques locales et les musulmans est significative: les défenseurs des immigrés ont vu clair en demandant la nationalité belge et le droit de vote.

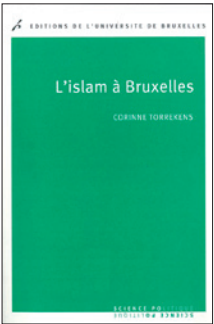
Quelle démocratie?

Au fond, ce que fait C. Torrekens c'est la déconstruction de la démocratie représentative au profit de la participation. Le niveau local le permet facilement mais celui-ci est-il déterminant et les débats essentiels peuvent-ils se couper de la représentation?

À tout le moins on trouve ici des vues théorisées sur une autre forme de démocratie. On peut ne pas être d'accord mais qui peut nier que celle-ci est à redéfinir? ■



1 Sudhir Hazareesingh, *Le Mythe gaullien*, Gallimard, 288 p., 21 euros.



* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, 201 p., 20 euros.

Oser un réformisme radical

OLIVIER STARQUIT

Dans *Oser penser à gauche*¹, la politologue Sophie Heine met en évidence trois mots: libéralisme, cosmopolitisme et réformisme, qui font partie des concepts qui ont joué un rôle majeur dans l'entreprise de dépolitisation et de disparition de la conscience de classe qui caractérise le capitalisme néolibéral.

Elle souhaite ainsi procéder à une réappropriation lexicale et partant, participer à l'élaboration d'une idéologie claire et cohérente. Car malgré des résultats électoraux en trompe-l'œil en Belgique, la gauche, en panne de projet, a longtemps éludé la question de sa refondation idéologique. En témoigne, par exemple, une certaine cacophonie

autour du débat sur la réforme des retraites en France.

Ainsi, à propos du libéralisme, l'insistance sur les droits et les libertés individuelles peut aussi servir des discours et des politiques d'émancipation. S'il faut promouvoir les facettes politique et philosophique du libéralisme, il faut aussi dénoncer largement le libéralisme économique, «une idéologie fallacieuse permettant de justifier le retour aux rapports de domination intrinsèques à un capitalisme complètement débridé»².

Cette approche du libéralisme philosophique et politique permet également à l'auteur de revenir sur le rôle de l'État, rôle qui est à la fois indispensable et limité: l'État est nécessaire en tant que lieu d'organisation du débat démocratique et pour assurer les fonctions sociales et économiques que requièrent les droits fondamentaux. Ses pouvoirs ne doivent pas être démesurés pour autant. Par ailleurs, et en théorie, les niveaux régional et européen devraient être les plus pertinents pour permettre l'application réelle des droits civils, politiques et sociaux. Ceci implique bien évidemment un renforcement de l'intégration européenne sous réserve de lui donner une orientation autre que celle qui prévaut actuellement, imprégnée selon l'auteur de la matrice cognitive néolibérale dominante.

Quant au cosmopolitisme, le récent débat sur l'identité nationale en France montre clairement que le patriotisme est un outil aisé de prévention des oppositions sociales. Cet universalisme a pu notamment s'illustrer lors de l'émergence du mouvement altermondialiste qui a ainsi rappelé la liberté des êtres humains de construire leur propre histoire, sonnait ainsi le glas de TINA (*There is No Alternative*). Il devrait aussi permettre de proposer une alternative sociale et démocratique clairement européenne car le repli national évoqué par certains semble être irréaliste.

Nul besoin de s'appesantir ici sur la mue que le terme réformisme a connue: très vite, il est devenu le nouveau mot pour qualifier une attitude de renoncement face à la restauration d'un capitalisme complètement dérégulé (réforme des retraites par-ci, réforme de la sécurité sociale par-là, etc.).

Pour Sophie Heine, il s'agirait de rendre son sens émancipateur à la définition historique du réformisme pour aboutir en quelque sorte à un réformisme radical, sous-titre de cet opus, relançant ainsi le débat idéologique en faveur d'un radicalisme en tenant compte de l'évolution des mentalités. Et construire ainsi un projet d'émancipation partant des notions qui habitent aujourd'hui la plupart des esprits tout en les interprétant autrement. Car la gauche (les gauches, devrait-on dire) a indubitablement besoin d'une refondation idéologique au risque de perpétuer un déficit d'orientation programmatique et stratégique, impliquant soit la stagnation électorale, soit une simple focalisation sur les luttes et la protestation.

Surtout maintenant, serait-on tenté de dire, au moment où «la crise actuelle du capitalisme néolibéral constitue une fenêtre d'opportunité historique pour la gauche, à condition qu'elle se montre capable de s'en saisir»³.

Cette approche fouillée suscite toutefois une interrogation: l'élaboration d'un tel projet est-elle concevable et envisageable, à partir d'individus privatisés⁴ devenus consommateurs et particules de capital humain?

Mise à part cette réserve, un souffle d'optimisme offensif se dégage de ce livre, ne serait-ce que par son insistance sur la liberté des acteurs à construire leur propre histoire, notamment à travers les luttes sociales. ■



ULB: NOSTALGIE...?

Demander à quelques dizaines d'anciens étudiants de l'ULB, dont certains sont devenus professeurs d'université, leurs souvenirs sur leur *alma mater*, comme vient de le faire l'Union des Anciens Étudiants, c'était courir le risque et la chance de la nostalgie.

Au-delà des invocations rituelles —mais nullement ineptes— des grands maîtres formateurs, le volume *ULB une fiction vivante* donne sens à cette évocation d'une formation, d'une jeunesse, d'un passage. Comme le relève Alain Berenboom, la littérature francophone laisse peu de place à l'université, à la différence de l'anglo-saxonne. Refus mi-conscient mi-inconscient d'un certain élitisme sans doute.

Pierre Mertens dégage pourtant bien, à travers une critique du «baptême» étudiant, la perte de l'innocence juvénile qui se fait souvent à travers les années d'université.

D'autres contributeurs —mais c'est maintenant daté— évoquent la rencontre de l'autre sexe, de l'engagement politique. Les idéaux, les mythes des années 60 montrent tout leur poids mais Marianne Sluszy est la plus subtile en évoquant une ambiance où la modernité commençait à être critiquée et où comme elle le dit, «*Ce siècle des Lumières était entré dans ses heures sombres*». Mais nous ne l'avons compris qu'après...

Peu de doctrine et de charabia libre-exaministe dans le livre mais une intervention acérée d'Alain Éraly qui s'amuse de l'incapacité de ses collègues à se soumettre aux règles du débat rationnel. Sa conclusion mérite le détour: «*Le libre examen est une source de fierté, plus rarement d'humilité*». Bien vu! ■

P. D.

Sous la direction de Jean-Michel Thomas *ULB, une fiction vivante*, Éditions Erécée, Bruxelles, 2010, 215 p. 20 euros.

Quand un ami s'en va

JEAN-LUC PORQUET¹

Parfois, il fait très froid en plein été. C'est qu'un ami est parti. Jaime Semprun² était tout sauf un pipole. Quand les «news» dressaient la liste des intellectuels qui comptent, il n'en était jamais. Et s'en fichait bien. Jamais il n'acceptait d'aller sur les plateaux télé, ni même à la radio, pour parler de ses livres, ce qu'il écrivait, ce qu'il éditait. Jamais de pub. Jamais de compromis. La maison d'édition qu'il animait, l'*Encyclopédie des nuisibles*, ne publiait que deux ou trois ouvrages par an. Du trié sur le volet. Du longuement mûri, travaillé. Texte au cordeau, maquette impeccable, couverture d'une parfaite sobriété, le tout imprimé dans l'une des dernières imprimeries en France qui utilise encore linotype et caractères en plomb. De la belle ouvrage.

Jaime Semprun était de ceux qui disent non. Qui sont contre. Pour qui la critique sociale est une nécessité vitale. De l'aventure situationniste menée dans les années 60 par Guy Debord et sa bande, et dont on sait qu'elle fut alors la seule à conduire une pensée radicale, novatrice, tranchante, «L'encyclopédie», d'abord revue puis maison d'édition, fut le seul surgeon vivace: là s'entêrèrent quelques esprits livres à mener une critique foudroyante de la société industrielle et de ses mécanismes, et de ses pseudo-évidences. On n'arrête pas le «progrès»? Jaime et ses amis l'analysaient, perçaient son bluff, s'inscrivaient contre le nucléaire, contre le TGV et son despotisme de la vitesse, contre la Très Grande Bibliothèque, contre les éoliennes, etc. Et argumentaient. Dans le camp d'en face, rien d'autre qu'une pensée magique («Le progrès, c'est forcément bien») et l'incroyable mystique de la croissance. Chez eux, l'exercice de la raison, le déboulonnage des

idoles, la volonté d'en finir avec la fausse conscience généralisée.

En une vingtaine d'années, quel catalogue! Les quatre tomes magnifiques des essais, articles et lettres de Georges Orwell, aujourd'hui encore indépensables et indispensables. *L'obsolescence de l'homme*, l'œuvre magique du philosophe Günther Anders, auteur que tous les éditeurs s'arrachent aujourd'hui. *La vie sur la terre*, de Baudouin de Baudinat, que tous les éditeurs s'arracheront demain. Les ouvrages lumineux de Mandosio décortiquant Foucault ou le situationnisme. La réédition du prophétique *Jardin de Babylone* de Bernard Charbonneau, alter ego de Jacques Ellul. Les livres écrits de René Riesel, complice de longue date de Jaime, sur le transgénique ou la «domestication de l'espèce humaine». Celui qu'ils avaient écrit ensemble, au titre éloquent *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*. Son étude affairée de la novlangue contemporaine. Ses *Dialogues sur l'achèvement des temps modernes*. Et on en oublie.

Semprun avait l'exécution généreuse. Et BHL, Sollers, les insurrectionnistes-qui-viennent, les citoyenistes, tous les jean-foutre à ses yeux. Sur une affichette récente, il s'était amusé à dresser la liste des auteurs à la mode que *L'Encyclopédie des nuisances* s'honorait de ne pas publier: Alain Badiou, Georgio Agamben, Slavoj Žižek, Judith Butler, etc. En dehors, secret mais doué pour l'amitié, polémiste sans être sectaire, il était la rectitude même: irréductible. ■

1 Journaliste au *Canard Enchaîné*. Article publié le 11 août 2010, reproduit ici avec l'aimable autorisation du *Canard Enchaîné*.

2 Fils de Jorge Semprun [voir article dans *Espace de Libertés* n°389/septembre 2010 - p. 28].

UN ENTRETIEN DE BEN DURANT AVEC LAURENT BUSINE

Le Grand-Hornu fête son bicentenaire

BEN DURANT

UN PUR PRODUIT DE L'ÈRE INDUSTRIELLE DEVENU VITRINE D'ART CONTEMPORAIN.

Le Grand-Hornu célèbre cette année son bicentenaire; Laurent Busine, vous êtes le conservateur du MAC'S (Musée d'Art Contemporain) implanté sur le site, pouvez-vous nous en retracer l'histoire?

Laurent Busine: Henri De Gorge, un homme d'affaires originaire du Nord de la France, est fournisseur des ar-

mées napoléoniennes. Pressent-il la chute de l'Empire? En tout cas, il achète les terrains du Grand-Hornu en 1810, pour y installer un charbonnage comme il en existait déjà dans la région. Industriel avisé, il relie immédiatement sa concession au canal afin d'avoir ses propres voies de communication. Cas unique en Europe pour l'époque, il crée une ville autour du charbonnage. Mais cette cité nouvelle n'est pas un phalanstère qui demande une adhésion à un projet de vie commune, non. Ici, il construit 405 habitations individuelles, un dispensaire, une école, une bibliothèque et une salle des fêtes à une époque où les projets du patronat consistent uniquement à faire du profit sans aucunement se préoccuper des prolétaires. Les enfants descendent au fond de la mine et il n'existe aucune loi sociale. Ajoutons qu'il construit tout cela sur ses fonds propres. Nous avons mené à ce sujet une étude qui paraîtra bientôt sur ce personnage qui s'allie immédiatement à l'architecte Bruno Renard pour construire cet ensemble. Si les archives ont malheureusement disparu, on a par contre retrouvé le compte-rendu de la bibliothèque de De Gorge dans laquelle se trouvait, et ce n'est sûrement pas le fruit du hasard, un exemplaire de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert.

Un héritier du siècle des Lumières?

De Gorge est sans doute le premier industriel du XIX^e siècle qui ait mis en application les principes des Lu-

mières du XVIII^e siècle. Nous avons d'ailleurs découvert qu'il était, ainsi que Renard, franc-maçon.

Les maisons qui entourent le site reçoivent à l'époque le qualificatif de «confort inouï»! Une maison d'ouvrier ne comportait qu'une seule pièce en terre battue où s'entassait toute la famille. Ici, elle compte une cave avec une citerne, un petit jardin, un rez-de-chaussée, un étage et un grenier!

Byzance!

Absolument. Bien qu'il ne faille pas tomber non plus dans l'angélisme, De Gorge en louant ce type de maison à ses ouvriers, entendait bien se les attacher, car dès que l'été apparaissait, les mineurs préféraient travailler aux moissons et on peut les comprendre. De même, leurs femmes étaient sensibles à ce confort inattendu. Ce qui lui vaudra d'ailleurs la jalousie de ses concurrents irrités par ces marques de générosité sociale. Il est également intéressant de comprendre sa collaboration avec Bruno Renard qui est, pourrait-on dire, le fruit de Claude Nicolas Ledoux, le créateur des Salines d'Arc-et-Senans qui eut lui-même comme élèves Percier et Fontaine chez qui Renard fera ses premières armes. Il y a donc là une filiation directe avec une architecture néo-classique: des arcades par rythme de trois, une cour ovale succédant à une cour carrée, une symétrie parfaite. Cependant, ici, contrairement aux Salines qui sont antérieures de trente ans



Vue de la cour carrée du Grand-Hornu.

et reflètent encore le XVIII^e siècle, le Grand-Hornu est un pur produit de l'ère industrielle.

Qu'est-ce qui anime De Gorge?

On peut parler d'une forme d'utopie, à savoir une existence en société où l'on aspire à une vie meilleure. Pourtant, tout ne sera pas rose pour De Gorge qui subira les critiques de la concurrence, vivra des révoltes ouvrières accompagnées de saccages. Ironie du sort, lui qui avait construit un dispensaire pour son personnel, mourra du choléra. Autre signe distinctif du personnage, lorsqu'il se fait construire une grosse demeure, contrairement à la tradition du château abrité à la campagne, il installe le sien au milieu du coron pour rester avec ses travailleurs. À sa mort en 1834, les choses se délitent peu à peu mais le charbonnage ne fermera ses portes qu'en 1954.

Le site tombe alors à l'abandon.

Les ferrailleurs viennent découper les fers et les emportent, les murs s'écroulent, si bien que le roi Baudouin signe alors l'arrêté d'arasement du site pour le transformer en parking. Cela paraît aujourd'hui scandaleux mais il faut se souvenir que dans les années 60, l'intérêt pour l'archéologie industrielle était nul. Il faudra attendre les années 70 pour qu'un architecte local, Henri Guchez, qui était amoureux de l'endroit, le rachète pour une somme dérisoire et réussit à faire casser l'arrêté royal. Son bureau d'architecture étant prospère, il commence à rénover, restaurant une première aile puis une seconde mais les surfaces sont tellement gigantesques que son projet se révèle impossible. Guchez propose alors à la province

de Hainaut de lui racheter le site. Nous sommes maintenant dans les années 80 et nous avons formé un groupe de cinq personnes représentant le politique, le financier, le tourisme, l'administratif et le culturel. Nous avons commencé des opérations ponctuelles d'expositions d'art contemporain (Burkhard, Serrano, Sicilia ou Boltanski) au Palais des Beaux-Arts de Charleroi. En 1983, nous parvenons, après d'interminables négociations, à faire racheter le site du Grand-Hornu par la province et, aspect facétieux de l'histoire, nous obtenons un important subside de la Loterie nationale via la Fondation Roi Baudouin!

En 1991, le ministre Valmy Féaux, sur les conseils de Henry Ingberg, son chef de cabinet, m'appelle et me charge de mission pour trouver un endroit qui deviendrait le lieu de l'art contemporain en Wallonie; cependant, Liège et Charleroi étant déjà dotés, il me précise qu'il faudrait l'implanter du côté de Mons. Le Grand-Hornu semblait tout indiqué, non seulement la province de Hainaut était prête à donner le terrain mais aussi à s'investir financièrement. Or pour la vie future du bâtiment, c'était un argument de poids. Cela m'a pris douze ans de ma vie —que je ne regrette absolument pas— pour aboutir. Un jeune architecte fut choisi, Pierre Hebbelinck, et on a alors monté un échafaudage financier complexe mais grâce auquel on a généré un emploi énorme. Le musée emploie une cinquantaine de personnes. Les difficultés de base du musée étaient son éloignement par rapport à la capitale et son implantation dans un environnement économique, social et culturel difficile, pour ne pas dire douloureux en termes de chômage et de précarité.

C'est pourquoi, dès le départ, je n'ai pas voulu d'une météorite tombée du ciel qui serait uniquement réservée à une élite. Parallèlement aux débuts des travaux, j'ai entrepris un travail de voisinage, j'allais dans les maisons avec des tableaux sous le bras pour bavarder et répondre aux questions —«*Est-ce que tous les conservateurs de musée sont barbus?*»... Nous avons aussi approché les enfants à qui nous avons offert des activités culturelles. Durant le chantier, on a aussi invité des apprentis maçons ou électriciens qui venaient poser des questions techniques; nous avons tout fait pour dégonfler la baudruche d'un lieu inaccessible. Depuis l'ouverture, en septembre 2002, à chaque exposition, nous invitons les voisins à venir boire un verre le dimanche matin. Grosso modo, nous accueillons 80 personnes du coin, ce qui, pour une région aussi défavorisée est énorme.

Pour notre dernier projet en date, nous proposons aux propriétaires du voisinage, en accord avec une firme de peinture et les écoles techniques provinciales, de repeindre leur façade dans une gamme de teintes variées mais homogènes. C'est un chantier un peu fou qui va s'étaler sur plusieurs années et qui va fédérer l'ensemble de la cité: elle va, je l'espère, se rénover par elle-même. Le musée est au milieu de la ville et il n'est jamais qu'une pièce dans le puzzle de notre société. N'oublions pas que dans les années 80, les musées —et surtout ceux d'art contemporain— se voulaient des entités planant au-dessus du monde profane.

Des lieux sacrés où se célébraient des grands-messes hermétiques.

Absolument. La majorité des gens n'y comprenaient rien et pensaient, non sans raison, qu'on se moquait d'eux, alors que l'art contemporain n'est rien d'autre que l'art d'aujourd'hui! Le musée a un rôle à jouer dans la vie de tous les jours.

Quel est le prochain projet du MAC's?

Une exposition inédite de Giuseppe Penone, qui n'a rien à voir avec celle de Tilburg, et qui compte quelques installations impressionnantes d'Arte Povera. ■



Giuseppe Penone, «Matrice di infia» - Exposition monographique «Des veines, au ciel, ouvertes», du 31/10/10 au 13/02/11.



Ben Durant vient de publier *Mon Papa, le Crucifix volant et Moi*, illustré en bichromie par Antonio Cossu, Quadri, Bruxelles, 20 euros.



©Philippe Sébriot

Nacera Belaza, *Les Sentinelles*.

LES HALLES DE
SCHAERBEEK
PROGRAMMENT, ENTRE
AUTRES, UNE SAISON
RÉSOLUMENT «ARABE»
ET MODERNE AVEC
DES PERFORMEURS,
CHORÉGRAPHES,
ÉCRIVAINS, VIDÉASTES ET
MUSICIENS.

Les mondes arabes des Halles

CHRISTIAN JADE

À contre-courant de l'actualité médiatique, «*en rupture avec l'omniprésence dans les médias du voile, du niqab et de la burqa*», affirme Fabienne Verstraeten, directrice des Halles, on découvrira des artistes arabes, de Belgique, du Liban, de Syrie, de Palestine, d'Irak, du Maroc, de France. Un programme déjà amorcé en septembre avec le festival «Latitudes», coproduit par Lille et Bruxelles (la suite de la saison en encadré).

Fabienne Verstraeten est un personnage atypique parmi les programmeurs bruxellois et wallons, la seule à intégrer une réflexion politique internationale, centrée sur le monde arabe. Tout a commencé en 2007-2008 avec *Masarat Palestine*, pour faire connaître les rapports entre art et politique dans les territoires occupés. «*Il est difficile*, dit-elle, *d'intéresser un public à des œuvres inconnues, d'aspect "pointu". Et cela vaut pour toute ma*

programmation, pas seulement pour "Masarat Palestine". Mais dans ce cas, il faut lutter sur plusieurs fronts. La Coordination des organisations juives de Belgique a protesté sur le contenu mais les militants palestiniens considéraient comme "futiles" les œuvres modernes programmées, qui ne parlaient pas directement de la lutte contre Israël ou n'avaient pas une enveloppe folklorique traditionnelle. Or pour moi, la qualité artistique du travail est prioritaire. Ainsi, cette saison, dans mon programme littéraire avec Actes Sud; si je fais venir un écrivain égyptien peu connu chez nous (Sonallah Ibrahim), c'est parce que sa valeur d'écrivain est aussi importante que ce qu'il raconte dans son autofiction "Le petit voyeur"».

Ce qui frappe Fabienne Verstraeten quand elle se rend au Liban, c'est l'incroyable connaissance que les intellectuels de Beyrouth ont de la littérature française contemporaine alors que nous ne nous intéressons pas à leurs auteurs. Elle y voit «*un résidu de la culture coloniale, basé sur un sentiment de supériorité intellectuelle pour tout ce qui n'est pas "occidental"*».

Pour l'ensemble de sa programmation, elle travaille en bonne collaboration avec des lieux comme le Monty, à Anvers et des festivals, flamand (*Moussem* en novembre) ou bi-communautaire comme le *Kunstenfestivaldesarts* en mai.

Enfin elle envisage dans les toutes prochaines saisons un festival *L'autre Israël*, pour faire entendre la voix des artistes et intellectuels israéliens qui se démarquent de l'actuelle politique officielle. ■

poète palestinien Mahmoud Darwich dans *Le cantique des cantiques*, résonance poétique entre la Bible et les poèmes de Darwich, orchestré par le rockeur français Rodolphe Burger, «*un moment de grâce*» au dernier festival d'Avignon.

- Un festival annuel «Temps d'images» (du 17/03 au 1/04/2011): Il aura pour thème cette année *Beyrouth, plus belle qu'elle ne l'était*, une interrogation sur les relations entre art et politique dans cette région géostratégique, en guerre civile latente. Avec, notamment, un colloque en collaboration avec l'ULB (le pôle Berheim, de l'Institut d'études européennes) et la KUL (département d'architecture).

- Programme chorégraphique
En novembre, dans le cadre de *Moussem*, (Bruxelles, Anvers, Malines) Nacera Belaza présentera *Les Sentinelles*, danse abstraite sur le temps et l'attente (notre photo).
Au printemps, *Madame Plaza* de la Marocaine Bouchra Ouizgen, débarque dans le cadre du *Kunstenfestivaldesarts*. Une danse arabe, loin des clichés folklorisants.
- Littérature
En partenariat avec les éditions *Actes Sud*, on découvrira, chaque mois, un auteur et un livre. En octobre, l'Égyptienne Hanan El Cheikh avec *Toute une histoire*, confessions drôles d'une mère issue d'une famille chiite du Liban, «*qui*

n'est peut être pas un modèle de vertu». En novembre, *Taxi* de Kaheld Al Khamissi: des discussions de chauffeurs du Caire épinglent la vie et la politique du pays.
Plus connus, le Libanais Elias Khoury et le Syrien Salim Barakat sont de la partie, au printemps 2011.

- Théâtre, cinéma, musique et poésie
Découverte d'un artiste irakien, Mokhallad Rasem, exilé en Belgique, qui dans sa pièce *Irakese Geesten* se penche sur son pays et ses guerres. Ou *Forget Baghdad*, documentaire primé du réalisateur Samir, qui interroge quatre personnages juifs et arabes, issus d'Irak, vivant aujourd'hui en exil. Et puis l'hommage incontournable au



Valentina Terechkova sur la Lune!

Le 19 septembre 1969, un module lunaire se pose sur la mer de la Fécondité et la cosmonaute soviétique Valentina Terechkova y plante le drapeau soviétique. Cet événement, retransmis sur les postes de télévision du monde entier provoque la colère du président des États-Unis Richard Nixon. L'URSS vient de gagner son duel avec les États-Unis: elle est la première puissance mondiale à marcher sur la Lune. Cette réussite de l'URSS est due à l'échec de la mission Apollo 11, détruite par une micro-météorite, quelques minutes avant son alunissage.

Quelles sont les conséquences de ce changement dans l'histoire? C'est à cette question que Fred Duval et Jean-Pierre Pécau pour le scénario, et Philippe Buchet pour le dessin répondent dans leur album *Les Russes sur la Lune!* Publiée chez Delcourt, cette bande-dessinée inaugure une série intitulée *Jour J* dont le propos sera d'aborder à chaque album un «futurible» différent. Quatre autres titres sont d'ores et déjà annoncés avec pour question: «*Et si l'épicentre de la guerre froide s'était trouvé à Paris?*». «*Et si l'attentat de Dallas s'était déroulé en 1973?*», «*Et si l'Allemagne avait gagné la Première Guerre mondiale?*». Et un dernier que j'attends avec une certaine impatience, posant la question d'une révolution de 1917 menée et remportée par les anarchistes!

Le futurible est une technique utilisée en histoire pour envisager des hypothèses permettant de mieux appréhender un événement et son caractère déterminant. Cela permet notamment de relativiser une tendance trop souvent observée qui lit l'histoire à partir d'aujourd'hui et considère donc son déroulement comme évident et automatique alors que les embranchements sont

multiples et que rien n'est jamais écrit d'avance.

Pour en revenir à l'album *Les Russes sur la Lune!*, il est dommage que les auteurs n'aient finalement pas exploité leur idée de départ jusqu'au bout. En effet, le fait que les Soviétiques soient les premiers à marcher sur la Lune change finalement peu l'histoire. Certes Soviétiques et Américains ont, dix ans après, construit chacun une base sur la Lune et les Soviétiques ont pris de l'avance dans la mise sur orbite de satellite. Mais cela mis à part, les grands équilibres ne sont pas bousculés. Et la fin reste la même, simplement anticipée à 1980: l'URSS implose parce qu'économiquement exsangue et c'est le système capitaliste qui l'emporte. L'histoire imaginée reste au demeurant fort classique avec un message assez bateau. Coincés sur la Lune, les occupants des deux bases ont fini par fraterniser au point qu'une Américaine soit enceinte d'un Soviétique. Les deux camps cachent cet événement à leurs dirigeants respectifs avec pour intention de révéler au monde entier la naissance de ce bébé symbole de la paix dans le monde. Les cachoteries entraînent l'envoi d'enquêteurs par les USA et par l'URSS. Si le commissaire du peuple soviétique est rapidement neutralisé, le «rambo» américain cause de gros dégâts, qui entraînent un dénouement décevant dans un style finalement convenu.

Une série prometteuse dans son concept mais dont on espère que les prochains albums oseront aller plus loin dans le postulat de départ et nous entraîner réellement dans un monde différent. ■

JULIEN DOHET



N° 21 de Philéas & Autobule

**SAGE COMME
UNE IMAGE**

L'image de soi et des autres
à travers les médias

Petits et grands passent aujourd'hui beaucoup de temps devant les écrans. Durant ces moments, nous sommes «sages comme des images». Mais les images sont-elles, justement, toujours sages? Ne nous parviennent-elles pas traitées, orientées... manipulées? Face à une démultiplication de l'information et des contenus (notamment fictionnels) disponibles et à l'accélération de leur transmission, nous ne savons parfois plus où donner de la tête. Difficile de toujours prendre le temps d'analyser, de creuser, de développer... Qu'est ce que les médias cherchent à faire de nous? Qu'est-ce que nous attendons d'eux? Ces questions, et bien d'autres, vous attendent dans ce numéro de Philéas & Autobule.

5 numéros par an
- 10 € pour les abonnements scolaires
- 12,50 € pour les abonnements à la maison

1 abonnement gratuit pour 20 abonnements souscrits

Compte: BIC: GEBABEBB
IBAN: BE16 2100 6247 9974

Renseignements:

GSM: 0476 40 91 54 - Tél: 010 22 31 91 -
Fax: 010 22 72 11 - info@phileasetautobule.be -
www.phileasetautobule.be

Les Pompes Funèbres Générales de Belgique

s.a. **Tielemans**

Maison fondée en 1875

spécialisée dans l'organisation de

funérailles civiles de toutes classes et crémation

Chaussée d'Alseberg 19
1060 Bruxelles
Tél. 02 537 05 64

Direction :
Michèle et Jacques Delrieu-Raulier

Mercredi 6/10 – 19h30 «Science et société. Principe de précaution», conférence par Philippe Busquin. Organisée par la Maison de la Laïcité Lucia de Brouckère. Lieu: rue de la Croix de Fer 60, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 223 46 13.

Mercredi 6/10 – 19h30 «Georges Sand et Frédéric Chopin, la passion des contraires» de Pierre Brunel, lecture-échange gourmande, par Jean-Claude Trefois. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu: «Salon des Lumières», resto-déco, rue du Miroir 23, Mons. Inscriptions: 065 31 90 14.

Jeudi 7/10 – 14h «Sans blague!», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – www.polephilob.be

Jeudi 7/10 – 20h «La zona, propriété privée» de Rodrigo Pla, ciné-club dans le cadre du Cinéma des Résistances. Organisé par la Maison de la Laïcité de Morlanwelz. Lieu: salle Robert Joly, place Albert 1^{er} 16a, Morlanwelz. Réservations: 064 44 23 26.

Vendredi 8/10 – 9h30 «La gestion d'un entretien en situation de crise», formation par Isabelle Abras. Organisée par la LEEP. Lieu: place Rouppé 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87.

Samedi 9/10 – 10h30 «Le fleuve Congo», visite guidée de l'exposition. Organisée par la LEEP. Lieu: rdv à 10h15 à l'entrée du Musée d'Afrique centrale, Leuvensesteenweg 13, Tervuren. Réservations: 02 511 25 87.

Samedi 9/10 – 10h Réunion de collaboration entre les associations laïques belges et françaises. Organisée par la Fédération des Amis de la Morale Laïque. Lieu: salle «La Grange» (face au Château), rue de la Hunelle 10b, Beloeil. Renseignements: 02 476 92 83 – info@famli.be

Samedi 9/10 – 13h30 «Mais que sont les Lumières devenues?», 3^e journée des Laïcités. Avec la participation de Pierre Galand, Hervé Hasquin et Véronique De Keyser. Organisée par le Collectif des associations laïques de l'Est de la Wallonie picarde. Lieu: salle «La Grange» (face au Château), rue de la Hunelle 10b, Beloeil. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Samedi 9/10 – 14h Rallye pédestre autour des étangs de Tervuren (suivi d'un buffet campagnard). Organisé par les Amis de la Jeunesse Laïque de Woluwé-Saint-Pierre et des AML d'Auderghem. Réservations: 0473 46 16 79.

Du 12/10 au 15/10 «La liberté de la presse», exposition d'affiches de Reporters sans Frontières dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: avenue d'Esneux 216a, Méry. Renseignements: 04 388 20 55.

Lundi 12/10 – 19h30 «Populisme. Vieilles pratiques, nouveaux visages», conférence-débat par Henri Deleersnijder. À 19h: visite guidée de l'exposition «La liberté de la presse». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: avenue d'Esneux 216a, Méry. Renseignements: 04 388 20 55.

Mardi 13/10 – 14h «La liberté de la presse», visite de l'exposition pour les enfants et jeunes adolescents, dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: avenue d'Esneux 216a, Méry. Renseignements: 04 388 20 55.

Jeudi 14/10 – 14h «Sans blague!», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31v91 – www.polephilob.be

Jeudi 14/10 – 19h30 «Église catholique, blasphème et espace public, quelques affaires récentes», conférence par Anne Morelli. Organisée par la Maison de la Laïcité de Cerfontaine, Florenne, Philippeville, Walcourt. En collaboration avec l'Extension ULB Eau d'Heure. Lieu: foyer culturel, rue de Mettet 15, Florennes. Renseignements: 071 66 67 78 – 0474 63 95 03.

Vendredi 15/10 – 9h30 «Formation à l'entretien individuel», par Isabelle Abras (+22/10). Organisée par la LEEP. Lieu: place Rouppé 29, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 511 25 87.

Vendredi 15/10 – 18h30 «Et si nous discussions philosophie?», café philo sur le thème de la perception. Organisé par la Régionale CAL de Charleroi. Lieu: Théâtre de Poche, rue du Fort 70, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Vendredi 15/10 – 20h «L'impact de l'action humaine sur le réchauffement climatique», conférence par Étienne Juvigné. Organisée par l'Association des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem. Lieu: CAL, salle Willy Peers, ULB accès 2, av. A. Fraiteur, 1050 Bruxelles. Renseignements: 02 673 13 12.

Samedi 16/10 – 10h «Le plaisir est-il accessible à tous?», conférence dans le cadre du cycle Philo Zen, avec Dominique Kiss Pap. Organisée par la Régionale CAL/Charleroi. Lieu: salle communale, place de Thirimont 3, Thirimont. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

Dimanche 17/10 – de 11h à 18h «La censure», exposition dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: «L'escal», avenue de la Station, Esneux. Renseignements: 04 388 20 55.



La Pensée et les Hommes

À LA RADIO

Tous les samedis sur la Première vers 19h05 (ou 22h30)

À LA TÉLÉVISION

Dimanche 10/10 sur La Une à 9h20

«Molinay, un quartier où il fait bon vivre ensemble», CAL/CLAV.

Mardi 12/10 sur La Une en fin de soirée

«Qu'est-ce que le bonheur?», Freddy De Greef et Jacques Lemaire.

Samedi 16/10 sur La Une à 10h30

«Stop aux larmes, stop aux lames», Jacques Chevalier, Chris Paulis et Jacques Lemaire.

Dimanche 24/10 sur La Une à 9h20

«La violence conjugale», Mahfoudh Romdhani, Mony Elkaïm et Jacques Lemaire.

Mardi 26/10 sur La Une en fin de soirée

«Le Pôle Santé de l'ULB», Stéphane Louryan et Jacques Lemaire.

Samedi 30/10 sur La Une à 10h30

«Réflexions sur le libre examen», Pierre-Frédéric Daled, Guy Haarscher et Jacques Lemaire.

Dimanche 7/11 sur La Une à 9h20

«Laïcité et interculturalité», CAL/CLAV.

Mardi 9/11 sur La Une en fin de soirée

«Le petit monde d'outre-tombe», André Chabot et Jacques Lemaire.

Dimanche 17/10 – de 12h à 14h «Quel ailleurs pour les écrivains?», apéro-rencontres avec quelques écrivains de la région, dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: «L'escal», avenue de la Station, Esneux. Renseignements: 04 388 20 55.

Dimanche 17/10 – de 14h à 15h «Libre d'écrire ou quand l'écriture libère», atelier d'écriture intergénérationnel dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: «L'escal», avenue de la Station, Esneux. Renseignements: 04 388 20 55.



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

**Association sans but lucratif
Fondée en 1906**

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématisiste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
(02) 513 03 96

FUNÉRAILLES WYNS

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre & Bordet)

24 H / 24 H

Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

Tél: 02 538 15 60
GSM: 047 28 76 26

Contact: Dominique Peeren

Sciences et Croyances

Quelle place pour
la démarche
scientifique en Europe ?

Interprétation simultanée
français/néerlandais/anglais.
Entrée gratuite
mais inscription indispensable avant
le 18 octobre 2010.

cal@laicite.net
+32 (0)2 627 68 11
www.laicite.be

Le colloque se propose de questionner
l'articulation entre la science et
la société en Europe, de mettre
en exergue les espoirs, les craintes
suscitées mais aussi les pressions
subies par la science. Il s'agit
d'évaluer la place réservée à
l'enseignement des sciences,
les moyens qui lui sont alloués et
les méthodes de transmission
de la démarche scientifique.

Colloque européen

«Sciences et croyances :
la place de la démarche
scientifique en Europe »

**Parlement Européen à Bruxelles
Le 18 novembre 2010, de 9h à 17h30**
Organisé par le Centre d'Action Laïque
avec le label «Présidence belge du Conseil
de l'Union européenne».



Le programme complet du colloque sur www.laicite.be

Le Cahier des formations automne-hiver 2010

- ✓ Plus de 70 formations destinées aux professionnels et aux volontaires du secteur non-marchand, qui souhaitent développer leurs compétences personnelles dans les domaines du management associatif, de la relation d'aide, de l'animation et de la créativité, de la communication interculturelle, etc.
- ✓ Des activités de loisirs, des visites, des promenades et des excursions culturelles pour tous les goûts.
- ✓ Plusieurs formations longues :

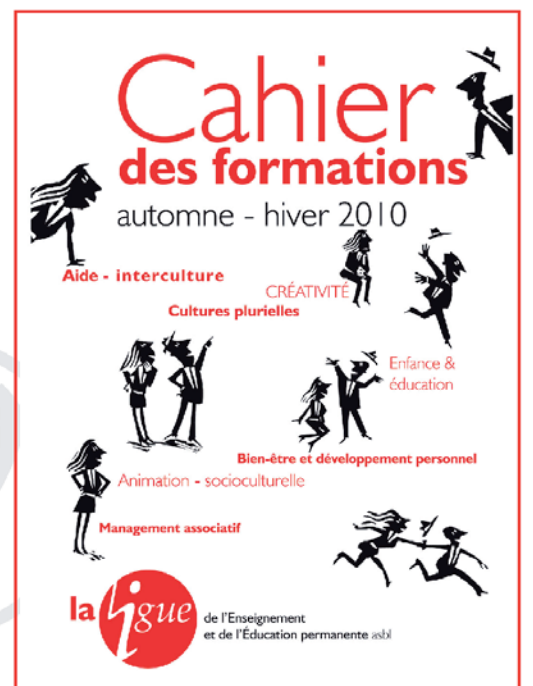
- Formation longue en P.N.L.
- Nouvelle approche pour mieux gérer les émotions
- Formation à la relaxation en groupe
- Formation de formateurs et de formatrices

Programme et inscriptions en ligne sur notre site www.ligue-enseignement.be

Commandez la version papier du Cahier des formations au 02/51 1.25.87 (gratuit)

Des conseils ou des informations supplémentaires ? Contactez Iouri Godiscal au 02/51 1.25.87

Pour nous contacter :
Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl
Rue de la Fontaine, 2 – 1000 Bruxelles
Secteur formation : 02/51 1.25.87
formation@ligue-enseignement.be
www.ligue-enseignement.be



COMMUNICATION SHIRTS COLLECTION

Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
que des fleurs ou des bonbons ...
et

CARPE DIEM
MODELE N° 17 de nos T-Shirts

www.communication-shirts.com

Dimanche 17/10 – 15h «La censure invisible», conférence-débat par Pascal Durand dans le cadre de la «Fureur de lire». Organisée par la Maison de la Laïcité d'Esneux-Tilff. Lieu: «L'escal», avenue de la Station, Esneux. Renseignements: 04 388 20 55.

Dimanche 17/10 – 16h «L'arbre dans (presque) tous ses états», exposition par Thérèse Coustry. «L'homme qui plantait des arbres» de Jean Giono, lecture et échange d'impressions par Jean-Claude Trefois et «Musique improvisée libre» récital par Léon Laffut. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu: galerie Artess, rue Daubignies 1, Casteau. Inscriptions: 065 31 90 14.

Du 18/10 au 19/10 «Francisco Ferrer, 100 ans après son exécution, les avatars d'une image», exposition (vernissage le 18/10 à 20h et visite commentée par Anne Morelli). Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu: rue de la Poterne 1, Ath. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 18/10 au 29/10 «Démocratie et éducation à la citoyenneté», exposition du CAL/Brabant Wallon. Organisée par la Maison de la Laïcité de Cerfontaine, Florenne, Philippeville, Walcourt. Lieu: athénée royal, Florennes. Réservations: 071 66 67 78 – 0474 63 95 03.

Mardi 19/10 – 19h30 «L'eau, bien commun de l'humanité», conférence par Marc Deconinck. Organisée par la Maison de la Laïcité de Thuin. Lieu: quartier du Beffroi 8, Thuin. Renseignements: 071 59 46 26.

Du 20/10 au 20/12 «À corps perdu. La mort en face», exposition. Organisée par la Régionale CAL/Namur. Lieu: Business Center Actibel, route de Louvain-la Neuve 6, Belgrade. Renseignements: 081 73 01 31.

Mercredi 20/10 – 20h Spectacle cabaret. Des chroniqueurs passent l'actualité à la moulINETte autour du thème insolent «Séparation Église-État». Organisée par la Maison de la Laïcité de Cerfontaine, Florenne, Philippeville, Walcourt. Lieu: athénée royal, Philippeville. Renseignements: 071 66 67 78 – 0474 63 95 03.

Jeudi 21/10 – 14h «Sans blague!», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Jeudi 28/10 – 14h «Sans blague!», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Jeudi 28/10 – 20h «Inquisition et sorcellerie à la fin du Moyen-Âge», conférence par Benoît Beyer de Ryke. Organisée par l'Extension ULB Wavre. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 89 30 – nadlu@skynet.be

Jeudi 28/10 – 20h «Les mutilations sexuelles féminines», soirée-débat. Organisée par Christine Flamand et Khadiatou Diallo. Lieu: centre culturel, rue Jules Hans 4, Braine-l'Alleud. Réservations: 02 387 33 26 – chantal@dalember.be

Samedi 30/10 – 18h30 Ballade contée nocturne. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu: départ devant le n°24 rue Basse 24, Aulnois. Inscriptions: 065 31 90 14.

Samedi 30/10 – 19h30 «Hé! Vian!», cabaret-débat par Yves Destrée, mise en scène de Jacques Monseu. Organisée par la Maison de la Laïcité de Thuin. Lieu: salle du centre culturel de Thuillies. Renseignements: 071 59 46 26.

Jeudi 4/11 – 14h «Charité, pitié ou solidarité?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Du 6/11 au 7/11 «Prise de parole en public», formation par Christine Mosseray. Organisée par la LEEP de Mons-Borinage-Centre. Lieu: Maison culturelle et citoyenne, place d'Asquillies, rue des Montrys 13, Quévy. Inscriptions: 065 31 90 14.

Du 8/11 au 3/12 «Physique et climat», exposition-animation permettant une application concrète des notions scientifiques autour du climat. Organisée par la Maison de la Laïcité de La Louvière. Lieu: IPES, rue Bonne Espérance 1, La Louvière. Réservations 064 84 99 74.

Du 8/11 au 3/12 «À la découverte de l'âge d'or des sciences arabes», exposition (vernissage le 12/11 à 20h et visite guidée par Hossam Elkhadem). Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu: Maison culturelle, Ath. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 8/11 au 10/11 «Le destin» de Youssef Chahine, ciné-club, projections scolaires pour le secondaire supérieur. Organisé par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu: maison culturelle, Ath. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Du 8/11 au 19/11 «Le monde arabe», exposition. Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu: bibliothèque Jean de la Fontaine, Ath. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

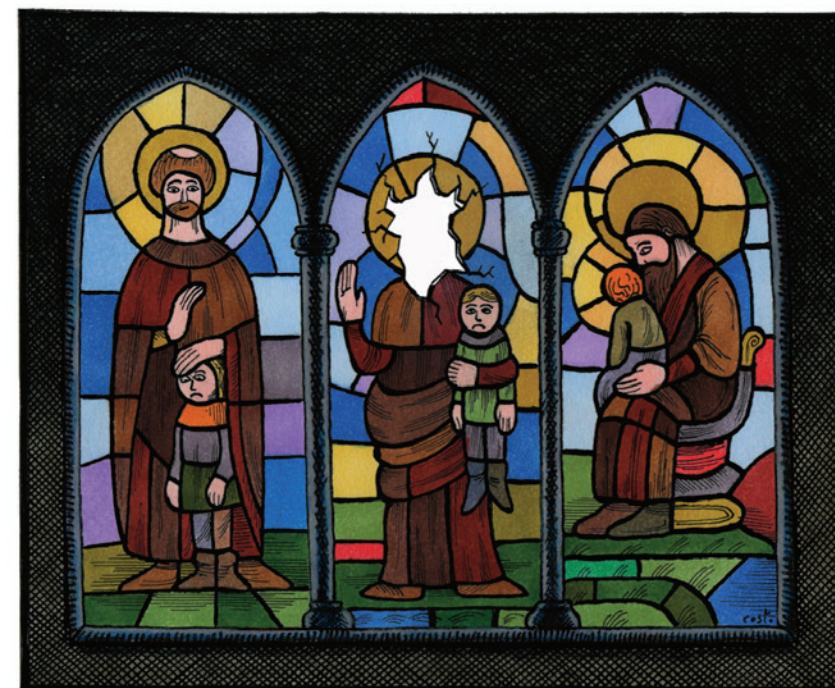
Du 8/11 au 19/11 «Femmes du monde arabe, ici ou là-bas... un regard alternatif», exposition photographique. Organisée par la Maison de la Laïcité du pays d'Ath. Lieu: Bibliothèque Jean de la Fontaine, Ath. Renseignements: 068 45 64 92 – laiciteath@skynet.be

Jeudi 11/11 – 14h «Charité, pitié ou solidarité?», café philo paroles. Organisé par la Régionale CAL/Brabant Wallon. Lieu: rue Lambert Fortune 33, Wavre. Renseignements: 010 22 31 91 – www.polephilo.be

Vendredi 12/11 – 18h30 «Et si nous discussions philosophie?», café philo sur le thème de l'anarchie. Organisé par la Régionale CAL/Charleroi. Lieu: Théâtre de Poche, rue du Fort 70, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net

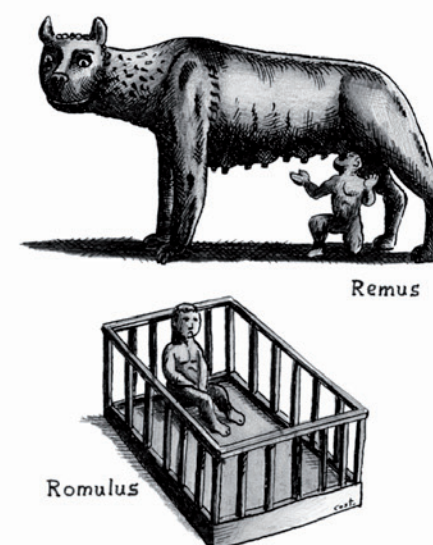
Samedi 13/11 – 9h30 «Développer des pratiques de communication non violente», formation par Rosalie Kpodonou (deuxième séance le 11/12). Organisée par Bruxelles Laïque. Lieu: avenue de Stalingrad 18-20, 1000 Bruxelles. Réservations: 02 289 69 00 – bruxelles.laïque@laicite.be

Samedi 13/11 – 18h30 «Qui a volé l'orange?», théâtre forum. Organisé par la Régionale CAL/Charleroi. Lieu: Théâtre de Poche, rue du Fort 70, Charleroi. Réservations: 071 53 91 71 – calcharleroi@laicite.net



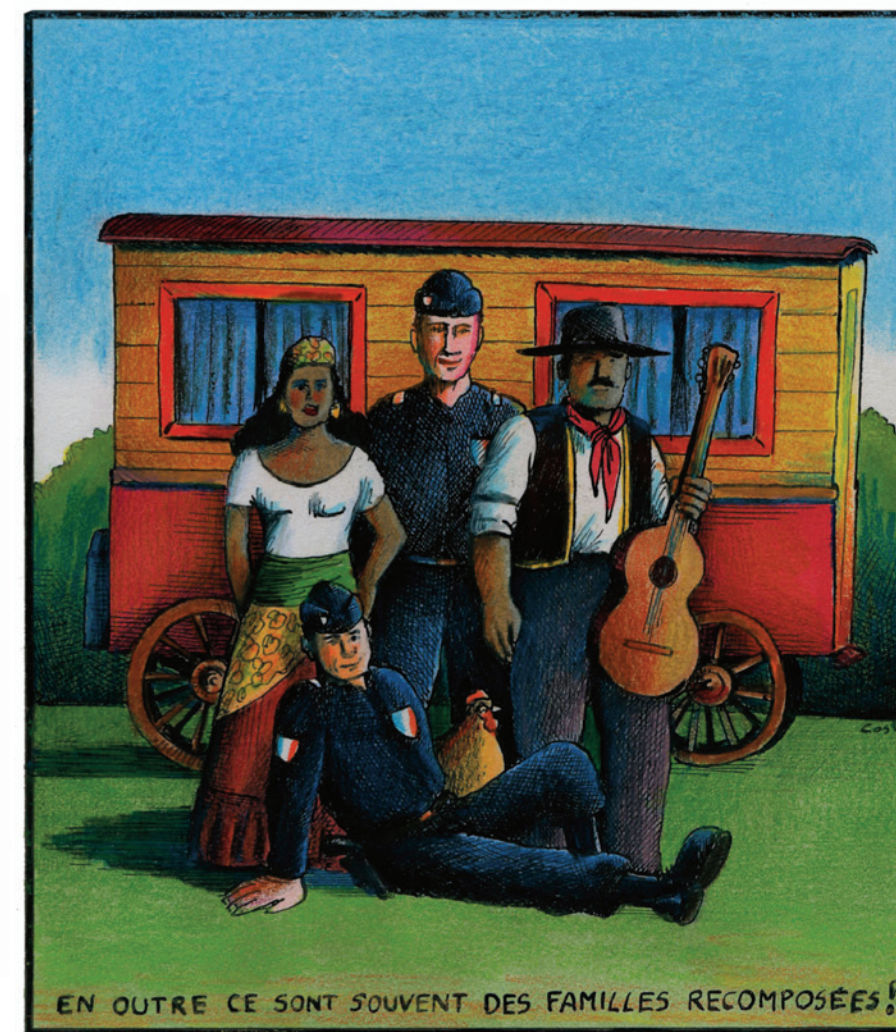
L'EGLISE

LES ROMS



Remus

Romulus



Pauvreté des femmes

Photographies de Christophe Smets.
Textes de Céline Gautier.

Le Centre d'Action Laïque a le plaisir d'accueillir dans ses locaux l'exposition de Christophe Smets, lauréat de la Fondation belge de la Vocation : 25 portraits de femmes confrontées à la pauvreté, soulignés par un témoignage recueilli par la journaliste Céline Gautier.

cal@laicite.net

Campus de la Plaine ULB,
accès 2 1050 Bruxelles,
Belgique
Tel : 02/627.68.11
www.laicite.be

Quelle place pour la femme ?

Des femmes assument seules l'éducation de leurs enfants. Des retraitées vivent avec un revenu de misère. Des travailleuses à temps partiel sont les premières à pâtir des licenciements.

Autant de situations que le Centre d'Action laïque a voulu mettre en lumière en exposant le travail du photographe Christophe Smets, auteur de livres photos engagés (« Handicirque », « D'ici et d'ailleurs »), et de la journaliste Céline Gautier qui a effectué de nombreux reportages de terrain. Les photographies, empreintes de dignité et de pudeur, décrivent la réalité quotidienne des femmes avec une sensibilité tout en retenue. A côté de chaque portrait, une image présente un objet ou un être cher: un enfant, un animal de compagnie, le souvenir d'un être aimé, des papiers d'identité. Autant d'exemples qui réhabilitent la valeur de l'affectif et du symbolique face aux diktats économiques.

Expositon

«La pauvreté des femmes à Bruxelles»

Du 6 octobre au 30 novembre 2010,
de 9h à 13h et de 14h à 17h
Salle Willy Peers
du Centre d'Action Laïque.
vernissage, le 6 octobre à 19h

Avec le soutien de la Communauté française



Éditeur responsable: Elène Depoort, CAL, campus Plaine ULB, 02236, 1050 Bruxelles

CONCERT / THEATRE / CINEMA / DEBAT



Festival des libertés

21/10 > 30/10

BRUXELLES

Théâtre National & KVS

111-115, bd. Emile Jacqmain & 146, rue de Laeken- 1000 Bxl

LIÈGE

**Le Forum, Théâtre Le Moderne, Les Grignoux,
Cinéma Sauvenière & Cinéma Churchill**

www.festivaldeslibertes.be

Bruxelles Laïque asbl, l'Unie Vrijzinnige Verenigingen vzw, le CAL Province de Liège,
le Théâtre National & le KVS

